

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/EST/2/Rev.3

16 novembre 1998

(98-4526)

**Groupe de travail de l'accession
de l'Estonie**

PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DE L'ESTONIE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Révision

Introduction

1. En mars 1994, le gouvernement estonien a demandé à accéder à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947) au titre de l'article XXXIII. À sa réunion des 23 et 24 mars 1994, le Conseil des représentants du GATT a établi un groupe de travail chargé d'examiner la demande d'accession du gouvernement estonien et de présenter au Conseil des recommandations comportant éventuellement un projet de Protocole d'accession. Toutes les parties contractantes qui en avaient exprimé le désir pouvaient être membres du Groupe de travail. Conformément à la Décision ministérielle du 14 avril 1994 sur l'acceptation de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'accession audit accord et à la décision du Comité préparatoire de l'OMC en date du 31 mai 1994, le Groupe de travail a examiné la demande d'accession de l'Estonie et a décidé de poursuivre les négociations sur l'accès au marché des marchandises, notamment sur la liste relative aux produits agricoles, ainsi que des services. L'Accord instituant l'OMC est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1995. Conformément à la décision adoptée par le Conseil général le 31 janvier 1995, le Groupe de travail de l'accession au GATT de 1947 est devenu le Groupe de travail de l'accession à l'OMC. Son mandat et sa composition figurent dans le document WT/ACC/EST/7.

2. Le Groupe de travail s'est réuni le 25 novembre 1994, les 6 et 7 juin et le 14 novembre 1995, le 28 mars et le 18 septembre 1996 ainsi que le 11 février 1997 et le ..., sous la présidence de S.E. M. D. Kenyon (Australie).

Documents disponibles

3. Le Groupe de travail disposait, comme base de discussion, de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de l'Estonie (L/7423) ainsi que des questions posées par les Membres au sujet de ce régime et des réponses et autres renseignements donnés par les autorités estoniennes (L/7529 et Addenda 1 et 2, WT/ACC/EST/2, WT/ACC/EST/4, WT/ACC/EST/9 et Corr.1, WT/ACC/EST/11, WT/ACC/EST/12 et WT/ACC/SPEC/EST/3). Le gouvernement estonien a fourni au Groupe de travail les documents suivants:

- Loi douanière, du 17 décembre 1997, mise à jour le 13 mai 1998;
- Loi sur le tarif douanier, du 14 octobre 1997;
- Loi sur les relations extérieures, du 16 novembre 1993;
- Loi sur la concurrence, du 11 mars 1998;
- Loi concernant les frontières de l'État, du 30 juin 1994;
- Loi sur la fonction publique, du 25 janvier 1995;
- Loi concernant le budget de l'État (version modifiée du 20 avril 1994);
- Loi sur le budget des municipalités, du 28 juin 1993;
- Loi concernant les liens entre les budgets municipaux et le budget de l'État (version modifiée, du 2 février 1994);
- Loi concernant la privatisation, du 7 juillet 1993;
- Loi concernant l'exportation et le transit des biens stratégiques, du 21 avril 1994;
- Loi portant modification de la Loi concernant la Banque centrale de la République d'Estonie, du 20 avril 1994;
- Loi concernant les produits alimentaires, du 9 février 1995;

- Loi concernant les investissements étrangers, du 11 septembre 1991;
- Statuts de l'Agence estonienne pour l'investissement étranger (9 mai 1994);
- Loi sur les restrictions applicables au transfert de la propriété de biens immobiliers à des particuliers, États ou personnes morales étrangers du 29 mai 1996;
- Loi sur les faillites, du 10 juin 1992;
- Loi concernant l'impôt, du 29 décembre 1993;
- Loi portant modification de la Loi concernant l'impôt, du 30 mars 1994;
- Loi concernant l'impôt sur le revenu, du 21 décembre 1993;
- Loi concernant l'impôt foncier, du 12 mai 1993;
- Loi concernant les impôts locaux, du 10 octobre 1994;
- Loi concernant la Banque centrale de la République d'Estonie, du 31 mai 1993;
- Loi concernant la taxe d'accise sur les véhicules automobiles, du 8 février 1995;
- Loi concernant la taxe d'accise sur l'alcool (telle qu'elle a été modifiée en 1994);
- Loi portant modification de la Loi concernant la taxe d'accise sur l'alcool;
- Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool, du 8 novembre 1995, mise à jour le 15 avril 1997;
- Loi concernant la taxe d'accise sur le tabac (nouvelle version du 13 juillet 1994);
- Loi concernant le droit d'accise sur le tabac, du 29 juin 1994, mise à jour le 22 octobre 1997;
- Loi concernant les timbres fiscaux, du 28 mars 1994;
- Loi concernant le droit d'accise sur l'emballage, du 19 décembre 1996;
- Loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée (version modifiée du 30 juin 1994);
- Loi concernant l'évaluation en douane, du 8 février 1995;
- Loi concernant les marchés publics, du 1^{er} janvier 1996;
- Loi portant modification de la Loi du 1^{er} janvier 1996 concernant les marchés publics, du 1^{er} janvier 1997;
- Loi concernant le droit d'auteur, du 23 novembre 1992;

- Loi concernant les marques de fabrique ou de commerce, du 27 août 1992, mise à jour le 17 décembre 1997;
- Loi sur l'emballage, du 3 mai 1995, mise à jour le 30 juin 1997;
- Loi concernant les brevets, du 30 mars 1994;
- Loi sur la protection des dessins et modèles industriels, du 18 novembre 1997;
- Loi concernant les modèles d'utilité, du 30 mars 1994;
- Législation concernant l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce;
- Loi concernant le marché des valeurs mobilières, du 14 juin 1993;
- Loi sur les assurances, du 18 novembre 1992;
- Aide-mémoire sur le système de contrôle des exportations;
- Règles d'origine dans les accords de libre-échange avec l'Union européenne, l'Ukraine et l'Accord de libre-échange trilatéral avec la Lettonie et la Lituanie;
- Règles d'origine dans les accords de libre-échange avec des pays de l'AELE (Norvège et Suisse);
- Code du commerce, mis à jour le 12 juin 1996;
- Loi sur la propriété, mise à jour le 8 octobre 1996;
- Loi sur les produits médicaux, mise à jour le 15 octobre 1996;
- Projet de loi sur la normalisation;
- Projet de loi sur les normes et règlements techniques, modifié pour la dernière fois le 6 octobre 1998;
- Renseignements concernant la normalisation en Estonie (juillet 1998);
- Législation estonienne concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires (octobre 1998);
- Loi sur la protection des animaux, du 17 décembre 1992, mise à jour le 22 février 1998;
- Loi sur la zootechnie, du 25 juin 1995, mise à jour le 9 décembre 1997;

- Loi concernant les droits sur les obtentions végétales, du 1^{er} juillet 1998;
- Loi sur les engrais, du 1^{er} juillet 1998;
- Loi sur l'agriculture biologique, du 17 juillet 1997;
- Législation et projet de législation dans le domaine des mesures vétérinaires (avril 1997);
- Règlement vétérinaire applicable aux importations (avril 1997);
- Règlement relatif à l'importation de plantes et parties de plantes (avril 1997);
- Loi relative aux services vétérinaires, du 1^{er} janvier 1993;
- Ordonnance sur l'enregistrement des médicaments vétérinaires, du 15 septembre 1994;
- Loi concernant les céréales, du 8 juin 1994, telle que modifiée;
- La privatisation en Estonie (résumé);
- Renseignements sur le Fonds pour l'innovation;
- Comparaison entre l'ancienne et la nouvelle version de la Loi sur les produits alimentaires, concernant le contrôle des produits alimentaires en Estonie;
- Bulletins économiques.

Déclarations liminaires

4. Le représentant de l'Estonie a fait remarquer que depuis juin 1992, son pays avait le statut d'observateur auprès du GATT de 1947; il avait assisté, à ce titre, à la conclusion du Cycle d'Uruguay et il attendait avec beaucoup d'intérêt la mise en œuvre des accords qui en étaient issus. L'Estonie avait adopté une série de lois et règlements qui constituaient des bases législatives solides. Son économie enregistrait une croissance soutenue. Elle était fondée sur un régime commercial libéral pour les produits agricoles et industriels et sur l'ouverture en matière d'investissement étranger et de change, ce qui stimulait la concurrence et l'esprit d'entreprise. La libéralisation du marché estonien était étayée par des engagements bilatéraux contraignants et mutuellement avantageux, contractés dans le cadre d'accords commerciaux en vue de l'ouverture des marchés et portant sur plus des deux tiers du commerce du pays. Des accords de libre-échange bilatéraux avaient été conclus avec la Lettonie, la Lituanie, les pays de l'AELE, l'Ukraine, la République tchèque, la République slovaque, l'Union européenne, la Slovénie, la Turquie, la Pologne [et la Hongrie]. L'Estonie avait aussi conclu,

avec plusieurs autres pays, des accords commerciaux fondés sur les règles du GATT de 1947. S'étant conformée au code de conduite contenu dans ces règles, l'Estonie souhaitait accéder, en tant que membre à part entière, au GATT de 1947 et, dès son entrée en vigueur, à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, conclu à Marrakech - seul chaînon manquant dans sa politique commerciale. Elle comptait accéder en tant que pays développé au système commercial multilatéral défini dans l'Accord sur l'OMC, pleinement consciente de toutes les obligations et responsabilités que cela impliquait et prête à les assumer. Le représentant de l'Estonie a dit qu'il espérait qu'un processus de négociation actif débiterait prochainement et aboutirait, dans un avenir très proche, à l'accession de l'Estonie à l'OMC.

5. Les membres du Groupe de travail se sont félicités de la demande d'accession initiale de l'Estonie au GATT de 1947 et, après la conclusion du Cycle d'Uruguay, à l'Accord instituant l'OMC. La hausse des exportations et la progression de l'investissement étranger direct étaient les signes du relatif succès de la politique économique libérale de l'Estonie. Son accession à l'OMC lui permettrait de consolider sa petite économie ouverte dans un cadre multilatéral ainsi que de développer et d'accroître ses échanges commerciaux avec les Membres de l'OMC dans le monde entier. Les principes libéraux appliqués actuellement par l'Estonie l'aideraient aussi à respecter les obligations et les engagements découlant des Accords du Cycle d'Uruguay. Plusieurs membres ont donc exprimé l'espoir que la mise en place des conditions d'accès au marché des marchandises et des services se déroule promptement et ils ne doutaient pas que le Groupe de travail mènerait à bien ses travaux dans les meilleurs délais.

6. Le Groupe de travail a examiné la politique économique et le régime de commerce extérieur de l'Estonie et les dispositions à inclure éventuellement dans un projet de Protocole d'accession à l'OMC. Les vues exprimées au cours des délibérations sont résumées ci-après dans les paragraphes [7 à 135].

POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Politique monétaire et budgétaire

7. Des membres du Groupe de travail ont posé des questions sur la composante fiscale des recettes publiques et sur la possibilité d'augmenter les recettes provenant des taxes sur les échanges, étant donné que les importants accords de libre-échange conclus par le pays représentaient une proportion considérable de son commerce extérieur.

8. En réponse, le représentant de l'Estonie a rappelé que, pour améliorer la compétitivité des branches de production nationales, son pays n'appliquait pas actuellement de droits d'importation ou d'exportation. En 1997, les principales sources de recettes publiques étaient la taxe sur la valeur ajoutée (47,9 pour cent), l'impôt sur le revenu (25,4 pour cent) et les droits d'accise (17,2 pour cent).

Change et paiements

9. Des membres du Groupe de travail ont demandé des informations à jour sur le régime de change de l'Estonie, notamment sur le mode de détermination du taux de change, la convertibilité, l'accès aux devises aux fins du commerce et des paiements et la rétention des avoirs en devises.

10. Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'en tant que membre du Fonds monétaire international, son pays suivait des règles monétaires acceptées au niveau international. Depuis juin 1992, la couronne estonienne était rattachée au mark allemand au taux de change officiel de 8 couronnes pour 1 mark, avec une marge de fluctuation technique de 3 pour cent. Le régime de change fixe était stipulé par la Loi concernant la sécurité de la couronne estonienne. Toute dévaluation de la couronne devait être approuvée par le Parlement. Il a également dit que la Banque d'Estonie garantissait la liberté de change de la couronne en devises convertibles sur le territoire national, au taux officiel, pour les besoins courants des clients. Les devises non convertibles pouvaient être obtenues auprès de banques commerciales. Les dernières restrictions sur les opérations courantes avaient été levées en mars 1994, lorsque l'Estonie avait accepté les obligations découlant de l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international. Les opérations en capital ne faisaient l'objet d'aucune restriction, mais l'exportation d'espèces et de titres devait faire l'objet d'une déclaration en douane.

Régime d'investissement

11. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur la stratégie adoptée par l'Estonie pour attirer les investissements étrangers et appliquer des restrictions ou des conditions à l'investissement étranger et aux biens fonciers. Le représentant de l'Estonie a répondu qu'aucun programme de promotion spécifique n'était envisagé. Les investissements étrangers étaient encouragés par un régime libéral et non restrictif. La Bourse de Tallinn avait été créée le 31 mai 1996. L'Agence pour l'investissement étranger, créée en 1994, fournissait différents services aux investisseurs. Elle avait été restructurée en 1997 et relevait maintenant du Conseil du commerce et de l'investissement. L'Estonie avait conclu des accords bilatéraux en matière de promotion et de

protection des investissements avec les pays suivants: Allemagne, Autriche, Benelux, Chine, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Israël, Lettonie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Ukraine. Le représentant de l'Estonie a ajouté que les procédures d'enregistrement des sociétés en Estonie ne faisaient une distinction entre les investissements locaux et les investissements étrangers que dans six secteurs - mines, énergie et distribution du gaz et de l'eau, administration des voies navigables, des ports, des barrages et des structures analogues, transports ferroviaires et aériens, réseaux de télécommunication et de communication et commerce de détail des médicaments. Dans ces secteurs, les investisseurs étrangers devaient obtenir une "licence d'investissement étranger" délivrée par le Ministère des finances, tandis que les investisseurs nationaux devaient être titulaires d'une "licence d'activité". La licence d'investissement étranger et la licence d'activité conféraient les mêmes droits, la seule différence étant qu'elles étaient délivrées par des organismes distincts. Les critères de délivrance étaient identiques pour ces deux types de licence. Il a confirmé que la différence faite entre les investissements étrangers et les investissements nationaux dans le secteur des communications et des télécommunications était de caractère technique et qu'elle n'avait pas d'incidence négative sur les engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national consignés dans la liste de l'Estonie annexée à l'AGCS.

12. Le représentant de l'Estonie a ajouté que, dans les opérations de privatisation réalisées par l'émission de coupons, la majorité des parts était vendue à un noyau d'investisseurs, les actionnaires majoritaires (locaux ou étrangers) sélectionnés par voie d'appel d'offres. Ces investisseurs pouvaient alors prendre des engagements spécifiques en matière d'investissement et d'emploi minimum ("garanties de bonne exécution"). L'Agence pour la privatisation était chargée de veiller au respect des conditions contractuelles. Les garanties de bonne exécution n'étaient pas assorties de prescriptions relatives à l'apport local ou aux exportations.

13. Le représentant de l'Estonie a dit qu'une entreprise commerciale étrangère devrait avoir reçu, pour acheter des terres, l'autorisation des autorités locales qui serait délivrée seulement si une succursale de cette entreprise avait été inscrite au Registre national du commerce. Les non-résidents n'avaient pas le droit d'acquérir des terres dans les régions frontalières ni dans les îles estoniennes, à l'exception des quatre grandes îles (Saaremaa, Hiiumaa, Vormsi et Muhu). Cette acquisition y était subordonnée à une autorisation spéciale du gouvernement. Les non-résidents seraient autorisés à acheter des terres à condition que cet achat ne soit pas contraire aux intérêts de l'État ou des administrations locales ni à la sûreté de l'État.

14. S'agissant de l'imposition des investissements étrangers, le représentant de l'Estonie a déclaré que la Loi concernant l'impôt sur le revenu autorisait le report des pertes pendant cinq ans au maximum. La Loi concernant l'impôt sur le revenu s'appliquait aux revenus des résidents de source estonienne ou étrangère et aux revenus des non-résidents de source estonienne. Les sociétés étrangères pouvaient rapatrier librement leurs bénéfices. [Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays appliquait le traitement national en matière de fiscalité directe et n'utilisait pas de mesures fiscales pour promouvoir les exportations ou améliorer les résultats à l'exportation.

15. Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'à compter de la date d'accession son pays continuerait d'appliquer le principe du traitement national en matière de fiscalité directe, conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC.] [Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays appliquait le traitement national en matière de fiscalité directe, et continuerait d'appliquer ce principe en cas de modifications du régime fiscal à l'avenir. Il a également confirmé que l'Estonie n'utilisait pas de mesures fiscales pour promouvoir les exportations ou améliorer les résultats à l'exportation.] Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Secteur d'État et privatisation

16. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur le déroulement du programme de privatisation de l'Estonie et sur les entreprises ou secteurs devant rester sous le contrôle de l'État. Des questions ont été posées aussi au sujet des relations entre l'État et la direction des entreprises, de l'application de la législation sur la concurrence aux entreprises d'État, des dispositions législatives concernant les faillites ou la liquidation d'entreprises et des fonds généraux ou exclusifs mis à la disposition des entreprises d'État. Un membre a demandé un rapport détaillé sur les entreprises restant sous le contrôle de l'État, la nature des biens qu'elles consommaient, exportaient ou distribuaient ainsi qu'un rapport sur ce qui était prévu, le cas échéant, pour achever le processus de privatisation. Afin d'assurer une transparence totale, l'Estonie devrait tenir les Membres de l'OMC informés du progrès de la privatisation et faire régulièrement rapport sur l'évolution de la privatisation et de la réforme économique, conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

17. Le représentant de l'Estonie a dit qu'une entreprise était considérée comme privatisée lorsque la majorité de son capital-actions était propriété privée (c'est-à-dire ne comprenant pas d'avoirs détenus par l'Agence pour la privatisation). Selon cette définition, la totalité des exploitations agricoles étaient privatisées en janvier 1995 et plus de 90 pour cent des entreprises industrielles l'étaient en août de la même année. Ces privatisations avaient été réalisées dans le cadre de 16 appels

d'offres et les acquéreurs avaient donné des garanties en matière d'investissement et d'emploi. L'émission en souscription publique avait débuté au milieu de 1994; cette formule consistait à trouver un actionnaire majoritaire, local ou étranger. L'Agence pour la privatisation était la détentrice temporaire des actions pendant la période intérimaire requise pour le choix d'actionnaires majoritaires ou la vente de participations minoritaires.

18. Le représentant de l'Estonie a fourni des renseignements sur l'état d'avancement de la privatisation des entreprises d'État, qui sont résumés au tableau 1. La privatisation entrait dans sa phase finale, portant sur les principaux services d'infrastructure comme les communications, les transports et l'approvisionnement en énergie. Ces entreprises seraient privatisées conformément à un programme établi en vertu du Décret du gouvernement n° 155-k du 20 février 1996. Le gouvernement avait confirmé la liste définitive des sociétés à privatiser. Au total, 18 entreprises étaient vendues en 1997. Toutefois, la principale tâche en 1997 consistait à préparer la privatisation d'*Eesti Energia*, d'*Eesti Põlevkivi* et des branches opérationnelles des Chemins de fer estoniens, ainsi que la privatisation des terres. La privatisation d'*Eesti Energia* et d'*Eesti Põlevkivi* était une opération complexe qui ne serait sans doute pas achevée avant l'an 2000. L'Estonie avait également l'intention de privatiser le port de Tallinn et les Télécommunications.

Tableau 1: Renseignements concernant l'état d'avancement de la privatisation
des entreprises d'État

Année	1993	1994	1995	1996	1997
Nombre d'entreprises vendues au moyen de:					
- contrats de privatisation	54	215	142	43	18
- appels d'offres ouverts	252	126	120	84	64
- ventes publiques d'actions	0	1	16	16	6
Recettes provenant de:					
	(Millions de EEK)				
- contrats de privatisation	353,2	1 330,4	919,1	474,5	1 295,4
- engagements acceptés par les acheteurs	195,6	700,2	617,9	230,3	416,3
- garanties d'investissement	236,8	858,5	1 002,9	453,6	1 714,9
- obligations totales acceptées par les nouveaux détenteurs des capitaux	922,0	3 272,7	2 799,1	1 177,5	0,0
- appels d'offres ouverts	122,8	68,2	79,8	148,7	160,6
- ventes publiques d'actions		99,9	604,5	662,1	944,5
Contrats de privatisation:					
- nombre de postes de travail faisant l'objet de garanties d'emploi	9 099	25 573	17 279	1 274	2 929

19. Le représentant de l'Estonie a dit que certains avis d'appel d'offres n'avaient été publiés qu'en Estonie, mais les investissements étrangers n'avaient fait l'objet de restrictions que dans le cas des

entreprises transformant les produits agricoles ou fournissant des services aux agriculteurs, lesquelles étaient passées sous le contrôle de sociétés coopératives.

20. Répondant à des questions sur les conditions de nomination et de révocation des directeurs des entreprises d'État, le représentant de l'Estonie a dit que tant le Ministre des finances que le Ministre à la tête du Ministère chargé de gérer les parts que l'État détenait dans une société étaient habilités à nommer les membres (représentants de l'État) du conseil d'administration d'une entreprise d'État ou d'une société par actions. Les membres de la direction étaient nommés par le conseil conformément aux statuts de la société. Le Directeur général de l'entreprise pouvait être congédié par le conseil d'administration, dont les membres pouvaient eux-mêmes être révoqués par le gouvernement ou par le Ministère qui les avait nommés. Les dispositions de la Loi sur la concurrence, notamment les sanctions qu'elle prévoyait, s'appliquaient de la même façon aux entreprises privées et aux entreprises d'État. Depuis le 1^{er} septembre 1995, les procédures de liquidation d'entreprises étaient énoncées dans le Code civil et dans le Code du commerce. Le représentant de l'Estonie a confirmé que les entreprises d'État étaient soumises aux conditions du marché et étaient tenues d'effectuer leurs achats et leurs ventes uniquement en fonction de considérations commerciales, et que les achats et les ventes des entreprises d'État, destinés à leur propre utilisation ou à la production, n'étaient pas considérés comme des marchés publics. Le représentant de l'Estonie a confirmé également que leurs directeurs et les membres de leur conseil d'administration n'étaient pas des fonctionnaires, quand bien même ils pouvaient être congédiés ou révoqués par le gouvernement ou le Ministère qui les avaient nommés. On ne pouvait pas non plus considérer que ces entreprises exerçaient des activités de commerce d'État, car elles ne bénéficiaient pas de privilèges exclusifs ni spéciaux au sens de l'article XVII du GATT de 1994 (voir aussi le paragraphe [96] de la section intitulée "Commerce d'État"). Elles n'étaient soumises à aucun contrôle de l'État et ne recevaient de ce dernier aucune directive concernant leurs activités. Leurs opérations n'étaient pas financées sur le budget de l'État et le gouvernement n'avait pas le droit d'intervenir dans les opérations journalières de ces entreprises. Les entreprises privées pouvaient bénéficier, au même titre que les entreprises publiques, des crédits accordés par des fonds d'État, comme par le Fonds de crédit à l'exportation, le Fonds de crédit agricole et rural, le Fonds de crédit aux petites entreprises et le Fonds pour l'innovation.

21. [Le représentant de l'Estonie a dit que son pays fournirait chaque année aux Membres de l'OMC des renseignements sur l'évolution de son programme de privatisation jusqu'à ce que celui-ci prenne fin. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.]

Politique des prix

22. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur le processus de libéralisation des prix en Estonie et sur l'étendue du contrôle des prix des biens et services encore en vigueur. Il a été demandé à l'Estonie d'indiquer les prix encore soumis à un contrôle, les produits visés par position du SH et les dispositions juridiques en vertu desquelles le contrôle était appliqué, ainsi que toute disposition prévoyant des impositions à la frontière qui augmentaient les prix des produits importés, en précisant dans quelles conditions devait s'exercer le contrôle des prix.

23. Le représentant de l'Estonie a confirmé que les prix de tous les biens et services, à l'exception de ceux de l'huile de schiste et de l'électricité, étaient déterminés librement, selon les lois du marché. Les prix fixés pour celles-ci, applicables à compter du 18 novembre 1997 pour l'électricité et du 1^{er} mai 1997 pour l'huile de schiste, figurent à l'annexe (tableaux 2 et 3). Il a ajouté que les prix de l'huile de schiste et de l'électricité faisaient l'objet de programmes de déréglementation progressive et se rapprocheraient des niveaux des prix mondiaux, compte étant dûment tenu de l'équilibre entre la rentabilité requise du capital investi et les intérêts des consommateurs. Il a également noté que les producteurs actuels d'énergie, de chauffage et d'huile de schiste n'étaient pas des monopoles, puisqu'il n'était interdit à personne de se lancer dans des activités similaires en Estonie ou de proposer une solution valable pour l'ensemble du système énergétique de l'Estonie, y compris une réforme des prix. La Loi sur les prix de 1989 et le Décret n° 7 du Ministère des affaires économiques du 15 mai 1996 constituaient le fondement juridique du contrôle des prix. Les tarifs du chauffage et des transports locaux étaient réglementés dans une certaine mesure au niveau des communes.

24. Le représentant de l'Estonie a indiqué que son pays ne prévoyait pas de conditions qui pourraient amener à appliquer d'autres mesures de réglementation des prix, y compris à l'importation, que celles qui étaient déjà en vigueur pour l'électricité et l'huile de schiste, et qui ne s'appliquaient qu'aux opérations effectuées sur le marché intérieur par l'intermédiaire d'*Eesti Energia* et d'*Eesti Põlevkivi*. [Le représentant de l'Estonie a confirmé que les prix des biens et services dans tous les secteurs de l'Estonie étaient déterminés par le libre jeu des mécanismes du marché, à l'exception de ceux qui étaient énumérés aux tableaux 2 et 3 annexés au présent rapport.]

25. Le représentant de l'Estonie a confirmé [que les prix des biens et services dans tous les secteurs de l'Estonie étaient déterminés par le libre jeu des mécanismes du marché, à l'exception de ceux qui étaient énumérés aux tableaux 2 et 3 annexés au présent rapport. Il a ajouté] que les prix des biens et services autres que ceux de l'huile de schiste et de l'électricité ne seraient pas soumis au

contrôle de l'État. Il a confirmé que l'Estonie appliquerait ces contrôles d'une manière qui soit compatible avec les règles de l'OMC, dès son accession, sans avoir recours à une période de transition et tiendrait compte des intérêts des Membres exportateurs, comme le prévoyait l'article III:9 du GATT de 1994. L'Estonie publierait alors dans le Journal officiel, "*Riigi Teataja*", toute liste de biens et de services soumis à un contrôle, ainsi que toute modification relative au contrôle actuel des prix de l'huile de schiste et de l'électricité. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Politique en matière de concurrence

26. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur la politique de la concurrence de l'Estonie, notamment sur les dispositions de la Loi sur la concurrence interdisant les pratiques commerciales déloyales et habilitant l'Office de la concurrence à autoriser la conclusion d'accords limitant la concurrence.

27. En réponse, le représentant de l'Estonie a dit que la Loi sur la concurrence de 1993 interdisait les pratiques commerciales déloyales et, en particulier, celles qui relevaient des six catégories suivantes:

- i) publicité mensongère;
- ii) utilisation incorrecte de la désignation d'une entreprise, d'une marque de commerce ou de fabrique ou d'autres signes distinctifs;
- iii) dénigrement d'un concurrent ou de ses produits;
- iv) violation du secret commercial;
- v) obtention de préférences ou d'une influence par l'utilisation du personnel d'autres entreprises intervenant sur le marché;
- vi) pratiques illégales visant à restreindre ou à favoriser la vente de biens et de services.

Des dispositions concernant l'abus d'une position dominante sur le marché et les ententes et pratiques concertées limitant la concurrence étaient entrées en vigueur, respectivement, le 1^{er} octobre 1993 et le 1^{er} janvier 1994. L'Office national de la concurrence avait été créé en décembre 1993, sous l'autorité du Ministère des finances. Le Conseil donnait la priorité aux intérêts des consommateurs dans ses procédures de prise des décisions. La surveillance des banques et des compagnies d'assurance était confiée à un autre organisme d'État.

CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES

28. Le représentant de l'Estonie a déclaré qu'en vertu de la Constitution, le "*Riigikogu*" (Parlement), le Président de la République, le gouvernement et les tribunaux judiciaires exerçaient leurs activités conformément aux principes de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs. Le pouvoir législatif était exercé par le "*Riigikogu*", le pouvoir exécutif par le gouvernement de la République et la justice ne pouvait être rendue que par les tribunaux qui exerçaient leurs activités de façon indépendante conformément à la Constitution et aux lois. Les principales entités gouvernementales responsables de la formulation et de la mise en œuvre des politiques affectant le commerce extérieur étaient le Ministère des affaires économiques, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère des finances, le Ministère de l'agriculture et le Ministère des transports et des communications. Tous les problèmes locaux étaient gérés et résolus par les autorités locales - les communes et les cités - qui agissaient en toute indépendance. L'organe représentatif des autorités locales était le conseil, élu pour trois ans au cours d'élections libres.

29. Les conseils municipaux avaient le droit de prélever des impôts locaux en vertu de la Loi sur les impôts locaux. Étaient considérés comme impôts locaux les impôts suivants: impôt sur la personne; impôt local sur le revenu; taxe sur les ventes; taxe sur les bateaux; taxe sur les véhicules automobiles; taxe sur la publicité commerciale; taxe routière; taxes sur les animaux de compagnie et impôt sur les spectacles. Les administrations sous-centrales étaient également habilitées à accorder des subventions de la "catégorie verte" et des subventions ne donnant pas lieu à une action imputées sur les recettes budgétaires locales.

30. Le représentant de l'Estonie a déclaré qu'en cas de conflit entre la loi estonienne ou d'autres textes législatifs estoniens et des traités internationaux ratifiés par le *Riigikogu* (Parlement), ces derniers prévaudraient. L'Accord sur l'OMC serait considéré comme un traité international. Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'aucune entité sous-centrale n'avait de pouvoir autonome en matière de subventions, fiscalité, politique commerciale et toutes autres mesures visées par les

dispositions des instruments de l'OMC. Il a confirmé que les dispositions de l'Accord sur l'OMC, y compris le Protocole de l'Estonie, seraient appliquées de manière uniforme sur l'ensemble de son territoire douanier et des autres territoires de son ressort, y compris dans les régions pratiquant le commerce frontalier, les zones économiques spéciales et d'autres régions où des régimes spéciaux pour les droits de douane, les impôts et les réglementations étaient établis. Il a ajouté que si elles apprenaient que des dispositions des instruments de l'OMC n'étaient pas appliquées ou étaient appliquées de manière non uniforme, les autorités centrales prendraient des mesures pour faire respecter ces dispositions sans exiger que les parties lésées engagent une action devant les tribunaux. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

Droits commerciaux

31. Le représentant de l'Estonie a indiqué que le Code du commerce, entré en vigueur le 1^{er} septembre 1995, avait remplacé la Loi sur les entreprises. Le Code définissait cinq catégories de sociétés (sociétés de personnes, sociétés en commandite simple, sociétés à responsabilité limitée, sociétés en commandite par actions et sociétés coopératives), en plus de l'entreprise individuelle privée. Il a indiqué les procédures à suivre pour établir une succursale d'une société étrangère en Estonie. Une société acquérait les droits et obligations pertinents et devenait sujet de droit estonien en s'inscrivant au Registre du commerce. L'inscription au Registre du commerce se faisait sur demande. L'enregistrement s'appliquait de manière uniforme à toutes les sociétés, y compris celles qui avaient demandé une licence d'investissement étranger, et visait tous les types d'opérations commerciales. Le requérant présentait les documents voulus et la demande, ainsi que les signatures notariées, au conservateur du Registre. Une entreprise souhaitant exercer des activités dans un secteur pour lequel une licence d'activité était nécessaire devait obtenir cette licence et la présenter au conservateur du Registre. Le Registre du commerce était tenu par les tribunaux municipaux. Le conservateur du Registre n'avait pas le droit de refuser une inscription si le requérant avait présenté tous les documents voulus dans les règles.

32. Les entreprises établies en vertu de la législation antérieure qui ne satisfaisaient pas aux prescriptions du Code du commerce devaient être restructurées ou liquidées avant le 1^{er} septembre 1997. Des normes de fonds propres obligatoires plus strictes seraient appliquées à compter du 1^{er} septembre 1999. Le Code du commerce ne contenait aucune disposition incompatible

avec le principe du traitement national; toutes ses dispositions s'appliquaient de la même façon aux entreprises à participation étrangère et aux entreprises nationales.

33. Le représentant de l'Estonie a confirmé que le monopole public du commerce extérieur avait été abrogé et que le droit des entreprises et des particuliers étrangers et nationaux d'importer des biens sur le territoire estonien ou de les en exporter ne faisait l'objet d'aucune restriction qui ne soit pas prévue dans les Accords de l'OMC. Il a également confirmé que les particuliers et les entreprises pouvaient sans restriction procéder à des importations et des exportations dans le secteur dans lequel ils étaient enregistrés, et que les critères généraux d'inscription au Registre du commerce étaient définis dans le Code du commerce publié dans le Journal officiel "*Riigi Teataja*". Il n'existait pas de système spécial d'enregistrement des personnes physiques ou morales qui souhaitaient se livrer à l'importation, sauf dans les secteurs assujettis à une licence d'activité, pour lesquels toute personne satisfaisant à un ensemble de critères objectifs (qualification professionnelle, lieu pour exercer l'activité, respect des prescriptions sanitaires, antécédents fiscaux satisfaisants, etc.) pouvait obtenir une licence. Aucune différence n'était faite entre les entreprises à participation étrangère et les entreprises nationales pour les licences d'activité, qu'il s'agisse de licences automatiques (obligation d'annoncer le début de l'activité) ou non.

34. [Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'à compter de la date de son accession son pays veillerait à ce que ses lois et réglementations relatives au droit de faire le commerce des marchandises ainsi que toutes les redevances, impositions ou taxes y afférentes soient pleinement conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC, notamment aux articles VIII:1 a), XI:1 et III:2 du GATT de 1994, et qu'il appliquerait ces lois et réglementations d'une manière pleinement conforme à ces obligations. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.]

1. Réglementation concernant les importations

Tarif douanier

35. Le représentant de l'Estonie a présenté, en avril 1995, une offre initiale pour les négociations sur l'accès au marché des marchandises et, en août 1995, une offre générale révisée pour les négociations sur l'accès au marché des marchandises. Plusieurs membres ont engagé des négociations sur l'accès aux marchés avec l'Estonie. Les engagements convenus entre l'Estonie et les membres du Groupe de travail figurent en annexe au Protocole d'accession de l'Estonie qui est reproduit dans l'Appendice du présent rapport.

Droits de douane

36. Notant que l'absence de tarif douanier était la preuve de l'attachement de l'Estonie à la liberté des échanges, des membres du Groupe de travail ont noté avec satisfaction les résultats positifs de sa politique de libre-échange, espérant que l'Estonie poursuivrait cette politique saine et tournée vers l'avenir. Des membres ont demandé des précisions sur les droits de douane imposés, sur les critères d'application des taux nuls et des autres taux. Un membre s'est déclaré préoccupé par les intentions de l'Estonie à cet égard et a demandé des éclaircissements, notant que les autorités estoniennes avaient rédigé un projet de loi sur le tarif douanier mais que ce projet n'avait pas encore été adopté, de toute évidence. Faisant observer que les négociations sur l'accès au marché ne pourraient pas avancer tant que les membres du Groupe de travail n'auraient pas examiné ce texte, ce membre a demandé que le projet de loi soit communiqué au Groupe de travail pour examen et observations.

37. Le représentant de l'Estonie a dit qu'il n'avait pas été nécessaire, jusqu'à présent, d'imposer des droits de douane car les prix des produits locaux n'avaient pas encore atteint le niveau approximatif des prix internationaux. Il a affirmé que son pays demeurerait attaché à la liberté des échanges, mais qu'il souhaitait se réserver le droit d'imposer des droits de douane à l'avenir en se conformant pleinement aux concessions qu'il avait accordées et aux engagements qu'il avait pris en tant que Membre de l'OMC. La consolidation des droits à un taux plafond permettrait à l'Estonie de disposer des mêmes possibilités de réglementation du commerce extérieur que ses principaux partenaires commerciaux. Le représentant de l'Estonie a ajouté que son gouvernement avait imposé des droits sur les importations de fourrures (16 pour cent), de scooters nautiques, de petites embarcations et de motoneiges (10 pour cent) et les exportations de voitures d'époque présentant une valeur culturelle (100 pour cent), conformément au Décret du gouvernement n° 200 du 10 juillet 1993. Cependant, tous les droits de douane avaient été abolis, conformément au Décret du gouvernement n° 115 du 2 juin 1998, qui avait pris effet à cette date.

38. Le Parlement avait adopté la Loi sur le tarif douanier, du 14 octobre 1997, qui était entrée en vigueur le 22 novembre 1997. La Loi sur le tarif douanier, qui était une loi-cadre établissant le fondement juridique de l'application des droits de douane, fixait des taux plafonds des droits pour tous les produits (au niveau des positions à quatre chiffres du SH). Lorsque le Parlement ratifierait le Protocole d'accession de l'Estonie à l'OMC, les engagements consignés dans la liste de concessions figurant en annexe au protocole prévaudraient sur les taux plafonds des droits de douane fixés par la Loi sur le tarif douanier, dont le texte avait été communiqué au Groupe de travail.

39. [Un membre a fait observer que bien que l'Estonie applique depuis plusieurs années des taux de droits nuls sur presque toutes les importations, elle a insisté pour établir ses consolidations tarifaires à des taux plus élevés, dépassant dans certains cas 50 pour cent *ad valorem*. Ce membre a demandé à l'Estonie d'indiquer quels taux de droits elle envisageait d'appliquer après la présente négociation, afin que les Membres de l'OMC connaissent avec plus de transparence et de certitude le niveau d'accès au marché que l'Estonie était effectivement disposée à offrir.]

Autres droits et impositions

40. Le représentant de l'Estonie a déclaré que son pays ne percevait ni droits ni impositions sur les importations autres que des droits de douane proprement dits et des redevances pour services rendus. Toutes impositions appliquées aux importations après l'accession seraient conformes aux dispositions des Accords de l'OMC. Il a confirmé que l'Estonie ne ferait figurer aucune autre imposition dans sa Liste concernant l'accès au marché des marchandises au titre de à l'article II:1 b) du GATT de 1994, consolidant ces impositions à zéro.

Droits et impositions pour services rendus

41. Notant que l'Estonie avait appliqué une taxe *ad valorem* sur les opérations de dédouanement, des membres du Groupe de travail ont demandé si le niveau révisé de cette redevance correspondait au coût approximatif des services rendus, conformément à l'article VIII du GATT de 1994. Il a été également demandé à l'Estonie de fournir des précisions sur les exemptions concernant cette redevance.

42. Le représentant de l'Estonie a informé le Groupe de travail qu'à compter du 1^{er} avril 1995 la taxe pour formalités douanières de 0,5 pour cent avait été remplacée par un droit forfaitaire perçu pour chaque déclaration en douane. Il a confirmé que cette redevance fixe de 200 EEK par déclaration d'importation ou d'exportation, qui était une redevance d'État pour la déclaration en douane, était l'unique redevance ou imposition pour services rendus actuellement en vigueur. La redevance était perçue par l'Office national des douanes pour couvrir le coût des formalités douanières. [Il a confirmé que la redevance d'État pour la déclaration en douane était appliquée d'une manière non discriminatoire aux échanges avec tous les partenaires commerciaux de l'Estonie.]

43. Le représentant de l'Estonie a dit que cette redevance, destinée exclusivement à couvrir le coût des formalités douanières, n'avait représenté qu'environ 1,14 pour cent des recettes perçues par les douanes estoniennes en 1997. Les autres recettes provenaient des droits d'accise (19,51 pour cent), de la taxe sur la valeur ajoutée (79,22 pour cent), des droits de douane (0,01 pour cent) et d'autres redevances (0,12 pour cent). Cette redevance était perçue sur toutes les importations, quelle qu'en soit la provenance, mais non sur le trafic en transit ni sur les marchandises placées dans des entrepôts en douane, les marchandises réexportées après l'entreposage en douane, les marchandises déclarées par les personnes physiques ou les déclarations préliminaires. En étaient également exemptés: les marchandises à usage officiel des représentations diplomatiques étrangères, des représentations consulaires ou des organisations internationales; les publications et supports d'information adressés aux bibliothèques; l'aide économique irrécouvrable et l'aide humanitaire reçue par la Croix-Rouge estonienne; les conteneurs, palettes ou autres types de conteneurs mobiles, et le matériel médical et de laboratoire pour l'aide d'urgence (exporté avec l'obligation de le réimporter en l'état et importé avec l'obligation de le réexporter en l'état).

44. Le représentant de l'Estonie a confirmé que [la redevance d'État pour la déclaration en douane décrite aux paragraphes [42 et 43] était perçue sans discrimination sur les échanges avec tous les partenaires commerciaux de son pays. Il a également confirmé qu']après son accession, l'Estonie ne rétablirait pas de redevance *ad valorem*. La redevance d'État pour la déclaration en douane serait appliquée conformément aux obligations découlant de l'Accord sur l'OMC et, en particulier, des articles VIII et X du GATT de 1994. Son montant ne dépasserait pas le coût approximatif des formalités liées aux déclarations d'importation et d'exportation; les recettes provenant de cette redevance serviraient exclusivement à financer ces formalités et n'excéderaient pas, sur l'année, le coût approximatif des opérations douanières pour lesquelles elle serait perçue. [Le représentant de l'Estonie a confirmé que le produit de cette redevance n'était pas utilisé pour financer les opérations douanières concernant les importations exemptées de la redevance]. [Il a confirmé que le coût des formalités concernant les importations exemptées de la redevance ne serait pas pris en compte dans les calculs lorsque le montant de celle-ci serait décidé.] Des informations sur l'application et le montant de la redevance, les recettes perçues et leur utilisation seraient fournies aux Membres de l'OMC à leur demande. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Application de taxes intérieures aux importations

45. Des membres du Groupe de travail ont fait remarquer que les taux des droits d'accise frappant certains produits à base de tabac et certaines boissons alcooliques n'étaient pas les mêmes selon que

ces produits étaient d'origine nationale ou importés. Ils ont demandé à l'Estonie de supprimer progressivement toutes les mesures incompatibles avec l'article III du GATT de 1994. Des membres se sont aussi interrogés sur la conformité du droit d'accise perçu sur les automobiles avec les dispositions des articles III, VII et VIII du GATT de 1994 et avec celles de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et ils ont demandé des précisions sur le nouveau régime fiscal. Il a été également demandé à l'Estonie de fournir des précisions sur les exemptions du droit d'accise. Des membres ont exprimé l'avis que les exemptions du droit d'accise dont bénéficiaient les petits producteurs nationaux de bière (dont la production annuelle ne dépassait pas 5 000 décalitres) et de vin (dont la production annuelle n'excédait pas 100 décalitres) et l'exemption du droit d'accise sur les véhicules automobiles d'occasion appartenant à des Estoniens étaient incompatibles avec la disposition de l'article III du GATT de 1994 relative au traitement national. Selon eux, l'Estonie devrait modifier sa législation sur le droit d'accise pour la rendre conforme audit article.

46. Le représentant de l'Estonie a indiqué les taux des droits d'accise appliqués en 1997 au tabac, aux produits pétroliers, à l'alcool, aux véhicules automobiles et aux matériaux d'emballage (tableaux 4 et 5). Ces taux étaient considérés optimaux et l'Estonie n'envisageait pas de les abaisser lorsqu'elle accèderait à l'OMC. Le droit d'accise de 16 pour cent sur la fourrure et les articles en fourrure, qui frappait exclusivement les producteurs nationaux, avait été supprimé.

47. Le représentant de l'Estonie a fait savoir qu'à la suite de la modification de la Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool, ce droit s'appliquait uniformément à la bière de production nationale et à la bière importée depuis le 1^{er} décembre 1996. Les petites brasseries (celles dont la production annuelle ne dépassait pas 500 000 décalitres) bénéficiaient toutefois d'un taux réduit dans le cadre des mesures de développement régional. Ces petits producteurs ne représentaient que 9 pour cent du marché estonien de la bière. Le taux réduit s'appliquerait également à la bière d'importation, à condition que le brasseur fournisse la documentation suivante: 1) raison sociale, adresse officielle, adresse postale et numéro de téléphone de l'entreprise; 2) production de l'année précédente; 3) nom, domicile, adresse postale et numéro de téléphone, titre et signature autographe de la personne responsable; et 4) date. La Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool avait été modifiée à compter du 1^{er} juillet 1997: des taux de droit d'accise moins élevés étaient appliqués aux producteurs dont la production annuelle était inférieure à 2 millions de décalitres (tableau 4).

48. Le représentant de l'Estonie a confirmé que des exemptions étaient prévues dans la Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool, au profit des très petits producteurs dont la production annuelle de bière ou de vin ne dépassait pas 5 000 et 100 décalitres, respectivement. Ces exemptions

étaient nécessaires pour maintenir les traditions nationales dans les régions rurales d'Estonie. Ces toutes petites quantités de bière et de vin étaient consommées localement dans une zone très limitée. Ces exemptions étaient considérées comme des mesures de développement régional. La production de ces brasseries et établissements vinicoles n'était pas importante par rapport à la production nationale totale de bière et de vin.

49. Le représentant de l'Estonie a ajouté que les droits d'accise sur les boissons alcooliques ne s'appliquaient pas aux alcools produits en Estonie et exportés directement ou via un entrepôt de douane par le fabricant, à l'avitaillement des navires ou avions desservant l'étranger, aux importations temporaires de quantités limitées d'alcool par des personnes morales étrangères pour des foires et des expositions, à l'alcool destiné à être enregistré dans la banque de données des marques d'alcool, non plus qu'à l'alcool importé pour des fonctions officielles dans le cadre du statut diplomatique. Le taux du droit d'accise sur les vins était différent selon qu'il s'agissait d'importations en vrac ou en bouteille afin d'encourager la mise en bouteille et le conditionnement ultérieur en Estonie. Pour le vin en bouteille, ce droit s'élevait à 15,60 EEK par litre (pour les vins titrant plus de 15 pour cent en volume) ou à 10,40 EEK par litre (pour les vins titrant jusqu'à 15 pour cent en volume); pour le vin en vrac, il était de 12,50 ou 8,00 EEK, respectivement. Le vin en vrac était taxé au taux inférieur si l'importateur conditionnait le vin pour la consommation avant la vente, l'échange, la distribution d'échantillons gratuits ou l'autoconsommation. L'Office national des impôts veillait à la bonne application des règles. L'Estonie ne produisait pas de vins de raisins frais. Les importations de vins en vrac s'étaient élevées à 593 594 litres en 1997, représentant 6,9 pour cent de l'ensemble des importations de vins.

50. Le représentant de l'Estonie a précisé que le droit d'accise était libellé en couronnes estoniennes par litre, selon la teneur en alcool absolu (par exemple, pour la vodka (titrant 40 pour cent en volume) il était de $1,15 \text{ EEK} \times 40 = 46 \text{ EEK}$ par litre); il s'appliquait à l'alcool vendu, échangé, cédé gratuitement, ou destiné à l'autoconsommation. Les producteurs nationaux payaient le droit trois fois par mois (le troisième jour de chaque décade) à la perception locale, sur la base de leurs ventes de la décade précédente. Les importateurs devaient s'acquitter du droit d'accise lors de l'importation, avant que le produit ne soit mis sur le marché en Estonie.

Tableau 4: Droits d'accise en Estonie

Position, sous-position	Description des produits	Taux (en couronnes estoniennes (EEK))
Alcool		
2203 00 011 2203 00 091 2203 00 101	Production annuelle allant de 5 000 à 500 000 décalitres (incl.): - bière d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 4,7 pour cent vol.	2,00*
2203 00 019 2203 00 099 2203 00 109	- bière d'un titre alcoométrique volumique excédant 4,7 pour cent vol.	2,50*
2203 00 011 2203 00 091 2203 00 101	Production annuelle allant de 500 000 à 2 000 000 de décalitres: - bière d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 4,7 pour cent vol.	2,50*
2203 00 019 2203 00 099 2203 00 109	- bière d'un titre alcoométrique volumique excédant 4,7 pour cent vol.	3,00*
2203 00 011 2203 00 091 2203 00 101	Production annuelle excédant 2 000 000 de décalitres: - bière d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 4,7 pour cent vol.	3,00*
2203 00 019 2203 00 099 2203 00 109	- bière d'un titre alcoométrique volumique excédant 4,7 pour cent vol.	3,50*
2204 10 110-2204 21 101, 2204 21 110-2204 21 840, 2204 29 105, 2204 29 129, 2204 29 139, 2204 29 179, 2204 29 189, 2204 29 429, 2204 29 439, 2204 29 449, 2204 29 469, 2204 29 479, 2204 29 489, 2204 29 589, 2204 29 629, 2204 29 649, 2204 29 659, 2204 29 719, 2204 20 729, 2204 29 759, 2204 29 819, 2204 29 829, 2204 29 839, 2204 29 849, 2205 10 101, 2205 90 103	2. Vins mousseux et autres vins de raisins frais d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 15 pour cent vol.	10,40*
2204 29 101, 2204 29 121, 2204 29 131, 2204 29 171, 2204 29 181, 2204 29 421, 2204 29 431, 2204 29 441, 2204 29 461, 2204 29 471, 2204 29 481, 2204 29 581, 2204 29 621, 2204 29 641, 2204 29 651, 2204 29 711, 2204 29 721, 2204 29 751, 2204 29 811, 2204 29 821, 2204 29 831, 2204 29 841, 2205 90 101	- vins de raisins frais en vrac d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 15 pour cent vol.	8,00*
2204 21 109, 2204 21 870-2204 21 990, 2204 29 109, 2204 29 879, 2204 29 889, 2204 29 899, 2204 29 919, 2204 29 929, 2204 29 939, 2204 29 949, 2204 29 959, 2204 29 969, 2204 29 979, 2204 29 989, 2204 29 999, 2205 10 109-2205 10 900, 2205 90 109, 2205 90 902	3. Vins mousseux et autres vins de raisins frais d'un titre alcoométrique volumique excédant 15 pour cent vol.	15,60*

Position, sous-position	Description des produits	Taux (en couronnes estoniennes (EEK))
2204 29 103, 2204 29 871, 2204 29 881, 2204 29 891, 2204 29 911, 2204 29 921, 2204 29 931, 2204 29 941, 2204 29 951, 2204 29 961, 2204 29 971, 2204 29 981, 2204 29 991, 2205 90 105, 2205 90 901	- vins de raisins frais en vrac d'un titre alcoométrique volumique excédant 15 pour cent vol.	12,50*
2206 00 100-2206 00 510 2206 00 591	4. Autres boissons fermentées (cidre, vins de baies, etc.) et leurs mélanges:	
2206 00 810 2206 00 891	a) d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 15 pour cent vol.	4,90*
2206 00 592, 2206 00 892, 2204 30 109, 2204 30 969, 2204 30 989	b) d'un titre alcoométrique volumique excédant 15 pour cent vol.	6,50*
2207 10 009, 2208 2106 90 200, 3302 10 100	5. Autres alcools	1,15**
ex 2207 10 000 ex 2208 90 910 ex 2208 90 990	6. Alcool rectifié utilisé en médecine, pharmacie, médecine vétérinaire, à des fins scientifiques ou d'études, ou en parfumerie	0,20**
* Par litre. ** Par 1 pour cent en volume d'alcool absolu par litre.		
Carburants		
2710 00 271, 2710 00 272 2710 00 290, 2710 00 320 2710 00 341, 2710 00 342 2710 00 343, 2710 00 344, 2710 00 360	Essence	2 500 par 1 000 litres* 3 000 par 1 000 litres**
2710 00 660, 2710 00 671, 2710 00 681	Carburant diesel	1,61 par kg* 2,32 par kg**
2710 00 260, 2710 00 370	Essence d'aviation	1,50 par kg* 1,50 par kg**
2710 00 510	Carburant d'aviation	3,12 par kg* 3,50 par kg**
2711 12 940, 2711 12 970 2711 13 910, 2711 13 970	Gaz liquide employé comme carburant pour moteur	1,50 par kg* 1,50 par kg**
2711 21 000	Gaz comprimé employé comme carburant pour moteur	1,10 par kg* 1,20 par kg**
2710 00 871	Huile pour moteur	0,27 par kg* 0,38 par kg**
2710 00 679, 2710 00 689	Huile légère pour moteur	0,24 par kg* 0,24 par kg**
* Droit d'accise depuis le 1 ^{er} décembre 1997. ** Droit d'accise depuis le 1 ^{er} décembre 1998.		
Produits à base de tabac		
2402 20	Cigarettes à bout filtre	4,50*
2402 20	Cigarettes sans filtre	4,50*
2402 20	Cigarettes russes	4,50*
2402 10 001	Cigarillos	4,50*
2402 10 009	Cigares	4,50**
2403 10	Tabac à fumer	4,50***
2403 99 100	Tabac à priser	4,50***

Position, sous-position	Description des produits	Taux (en couronnes estoniennes (EEK))
2403 99 100	Tabac à mâcher	4,50***
ex 2403 99 900	Autres produits à base de tabac	4,50***
* Jusqu'à 20 cigarettes ou cigarillos; un paquet contenant de 21 à 40 cigarettes ou cigarillos porte deux timbres fiscaux, etc. ** Pour un cigare. *** Produits à base de tabac pesant jusqu'à 50 grammes; un paquet contenant de 51 à 100 grammes d'un produit à base de tabac porte deux timbres fiscaux, etc.		
Emballages*		
Emballages pour boissons alcooliques et non alcooliques**, selon le matériau	Par unité	Par litre
Verre et céramique	0,50	2,00
Matière plastique	1,00	2,00
Métal	0,75	2,00
Autres	0,25	1,00
* On calcule le droit d'accise en faisant la moyenne des deux taux. Le droit d'accise ne sera pas appliqué jusqu'au 31 décembre 1998 aux emballages recyclables à 40 pour cent au moins. À compter du 1 ^{er} janvier 1999, le droit d'accise ne sera pas appliqué aux emballages recyclables à 60 pour cent au moins. ** Les emballages des boissons non alcooliques seront assujettis au droit d'accise à compter du 1 ^{er} décembre 1998.		

51. Le représentant de l'Estonie a indiqué que la Loi sur le droit de timbre avait institué des timbres fiscaux délivrés par l'Administration fiscale sans frais supplémentaires et attestant le paiement des taxes sur les produits assujettis au droit d'accise; cette disposition ne concernait actuellement que les produits du tabac importés et produits localement. Ainsi, le droit d'accise était de 4,50 EEK par paquet de 20 cigarettes. Les entreprises nationales en versaient le montant à la perception locale trois fois par mois, tandis que les importateurs devaient payer ce droit avant que les produits du tabac ne puissent être mis sur le marché en Estonie. Le représentant de l'Estonie a confirmé que les droits perçus sur les produits du tabac avaient été uniformisés le 1^{er} janvier 1996 par le relèvement du taux intérieur jusqu'au niveau du taux à l'importation.

52. À propos de la taxation des véhicules automobiles, un membre a dit que l'exemption du droit d'accise sur les véhicules automobiles d'occasion dont bénéficiaient les automobiles d'occasion appartenant à des Estoniens était incompatible avec l'article III du GATT de 1994 et devait faire l'objet d'une mise en conformité. Le représentant de l'Estonie a répondu que les véhicules automobiles d'occasion importés en Estonie avaient été assujettis à une taxe à l'importation de 10 pour cent, qui devait être acquittée par les personnes morales sur la base de la facture d'origine, et par les personnes physiques sur la base d'un tableau d'évaluation destiné à éviter la fraude. La taxe à l'importation avait été remplacée par un droit d'accise perçu conformément à la Loi concernant le droit d'accise sur les véhicules automobiles, entrée en vigueur le 1^{er} avril 1995.

53. Tous les véhicules automobiles neufs et d'occasion importés en Estonie étaient soumis au droit d'accise. Les voitures particulières étaient assujetties à un droit dont le taux était fonction de l'âge et de la cylindrée du véhicule soit au moment de leur importation soit au stade de la fabrication en Estonie. Le droit était donc perçu au point de première vente, c'est-à-dire au moment de l'importation ou de la vente par le fabricant estonien. La revente n'était pas taxée. Aucun véhicule automobile n'était fabriqué en Estonie si l'on exceptait l'assemblage d'un petit nombre d'autocars. Il n'y avait pas actuellement de vente de véhicules automobiles neufs ou d'occasion fabriqués localement. Conformément à la loi, s'il existait des entreprises de construction automobile, elles paieraient le droit d'accise lors de la vente, de l'échange, de la cession gratuite ou de la consommation de ces véhicules pour leur propre usage; quant aux autocars, ils étaient exemptés. L'Estonie considérait que la Loi concernant le droit d'accise sur les véhicules automobiles était conforme à l'article III du GATT de 1994 car les véhicules automobiles importés bénéficiaient d'un traitement aussi favorable que ceux qui étaient fabriqués dans le pays. L'exemple figurant au tableau 5 indiquait comment les droits d'accise sur les automobiles étaient calculés. Le droit d'accise était destiné à encourager l'importation de véhicules modernes.

Tableau 5: Véhicules automobiles

Position, sous-position	Description des produits	Taux du droit (EEK)
1. Droit d'accise basé sur la cylindrée des véhicules automobiles		
8703	Voitures et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que ceux du n° 8702), y compris les voitures du type "break" et les voitures de course:	
8703 10	Véhicules spécialement conçus pour se déplacer sur la neige; voitures pour terrains de golf et véhicules similaires	1 EEK/cm ³
	Autres véhicules à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles d'une cylindrée:	
8703 21	Ne dépassant pas 1 000 cm ³	1 EEK/cm ³
8703 22	Comprise entre 1 000 et 1 500 cm ³	1 EEK/cm ³
8703 23	Comprise entre 1 500 et 3 000 cm ³	1 EEK/cm ³
8703 24	Supérieure à 3 000 cm ³	3 EEK/cm ³
	Autres véhicules à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) d'une cylindrée:	
8703 31	Ne dépassant pas 1 500 cm ³	1 EEK/cm ³
8703 32	Comprise entre 1 500 et 2 500 cm ³	1 EEK/cm ³
8703 33	supérieure à 2 500 cm ³	1 EEK/cm ³
8711 (à l'exception de ceux du n° 8711 90)	Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars; side-cars	1 EEK/cm ³

2. Droit d'accise sur les véhicules automobiles d'occasion																				
	N'ayant pas plus de 12 ans	100 EEK/an																		
	Ayant 13 ans ou plus	150 EEK/an																		
3. Droit d'accise sur les véhicules automobiles neufs		1 000 EEK																		
<u>Exemple:</u> Une automobile d'occasion, d'une cylindrée de 2 000 cm ³ , de dix ans d'âge et d'un prix, d'après les documents de vente, de 10 000 EEK: <table> <tr> <td>10 000</td><td>-</td><td>Prix d'après les documents de vente</td></tr> <tr> <td>2 000</td><td>-</td><td>Droit d'accise basé sur la cylindrée</td></tr> <tr> <td><u>1 000</u></td><td>-</td><td><u>Droit d'accise basé sur l'âge</u></td></tr> <tr> <td>13 000</td><td></td><td></td></tr> <tr> <td><u>2 340</u></td><td>-</td><td><u>TVA (18% de 13 000)</u></td></tr> <tr> <td>15 340</td><td>-</td><td>Prix payé par l'importateur après l'importation</td></tr> </table>			10 000	-	Prix d'après les documents de vente	2 000	-	Droit d'accise basé sur la cylindrée	<u>1 000</u>	-	<u>Droit d'accise basé sur l'âge</u>	13 000			<u>2 340</u>	-	<u>TVA (18% de 13 000)</u>	15 340	-	Prix payé par l'importateur après l'importation
10 000	-	Prix d'après les documents de vente																		
2 000	-	Droit d'accise basé sur la cylindrée																		
<u>1 000</u>	-	<u>Droit d'accise basé sur l'âge</u>																		
13 000																				
<u>2 340</u>	-	<u>TVA (18% de 13 000)</u>																		
15 340	-	Prix payé par l'importateur après l'importation																		

54. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment sur les exemptions par produit et utilisateur, et sur le traitement appliqué aux produits importés et aux produits nationaux similaires. Des questions ont été posées aussi au sujet du calcul de la TVA sur les véhicules automobiles.

55. Le représentant de l'Estonie a confirmé que la taxe de 18 pour cent sur la valeur ajoutée s'appliquait de la même façon aux produits nationaux et aux produits importés quel que soit le pays d'origine. Jusqu'à la modification du régime des droits d'accise, intervenue le 1^{er} avril 1995, la TVA sur les véhicules automobiles importés par des personnes physiques était calculée sur la base d'un tableau d'évaluation standard. Il a également confirmé que les exemptions de la TVA prévues pour certains biens et services étaient appliquées de la même façon qu'ils soient d'origine locale ou importés. N'étaient pas assujettis à la TVA les biens et services suivants: enseignement et formation spécialisée, timbres-poste et services postaux, services médicaux, services bancaires et assurances, services et articles funéraires, jeux d'argent et loteries, location de logements, médicaments, fournitures médicales, matériel médical, traitement des déchets dangereux (depuis février 1995), services sociaux, recherches menées par les universités et les instituts à financement public et services de sauna municipaux. Les exportations, les abonnements à des revues publiées et imprimées en Estonie et les billets de théâtre et les billets pour les concerts exécutés par des organismes musicaux publics ou des collectifs nationaux, les livres de classe et cahiers pour les écoles et collèges étaient exonérés de la TVA. Le gouvernement pouvait accorder des exemptions pour les produits importés dans un but non lucratif. Les produits importés pour les besoins officiels des ambassades et consulats et des diplomates de pays étrangers n'étaient pas assujettis à la TVA, à condition que les ambassades et consulats de l'Estonie dans ces pays bénéficient du même droit.

56. Notant que certaines personnes morales dont le chiffre d'affaires était inférieur à 250 000 EEK n'étaient pas assujetties à la TVA, un membre s'est interrogé sur les raisons de cette disposition et sa conformité avec l'article III du GATT de 1994. Selon lui, cette exemption semblerait constituer un programme d'aide aux ventes de produits nationaux par les petites entreprises estoniennes car les produits importés étaient assujettis à la TVA dans tous les cas lors de l'importation. L'Estonie devrait au plus tôt réviser sa législation ou proposer un moyen de remédier aux insuffisances décelées dans l'application de ses droits d'accise et de sa TVA. Le représentant de l'Estonie a répondu que les personnes morales dont la base d'imposition (hors importations) dépassait le seuil de 250 000 EEK par année civile étaient tenues de se déclarer comme imposables à l'Administration fiscale. Les personnes morales dont la base d'imposition était inférieure à ce seuil pouvaient également faire cette déclaration. Selon lui, l'absence de déclaration n'équivalait pas à un programme d'aide à la vente des produits et services des petites entreprises estoniennes car seuls les contribuables déclarés pouvaient demander le remboursement de la TVA versée sur les biens et services utilisés comme facteurs de production. L'expérience indiquait que la plupart des entreprises qui se prévalaient de ce seuil étaient de petits prestataires de services dont les coûts de revient étaient relativement faibles.

57. [Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'à compter de la date d'accession les impôts intérieurs, y compris les taxes et droits sur les produits décrits dans les paragraphes [46 à 56], seraient appliqués de façon non discriminatoire aux importations quelle qu'en soit l'origine, et aux produits nationaux, dans le strict respect des dispositions de l'article III du GATT de 1994. À cet effet, les mesures fiscales applicables aux boissons alcooliques et aux véhicules automobiles seraient modifiées comme suit:

i) La Loi concernant le droit d'accise sur l'alcool serait modifiée comme suit (les dispositions supprimées sont barrées):

Article 6. Exonération du droit d'accise

Sont exonérés du droit d'accise:

- 1) la bière produite par ~~une~~ des brasseries dont la production annuelle ne dépasse pas 5 000 décalitres;
- 2) le vin d'un titre alcoométrique volumique n'excédant pas 15 pour cent vol., produit par ~~une~~ des entreprises vinicoles dont la production annuelle ne dépasse pas 100 décalitres.

ii) La Loi concernant le droit d'accise sur les véhicules automobiles est révisée comme suit:

Les droits d'accise actuellement appliqués en fonction de l'âge des véhicules sont remplacés par les droits suivants:

Véhicules d'occasion de zéro à dix ans d'âge	1 000 EEK
Véhicules d'occasion de onze à 12 ans d'âge	100 EEK par an
Véhicules d'occasion de 13 ans d'âge et plus	150 EEK par an

Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.]

Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

58. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur la portée des "licences d'activité", les critères de délivrance des licences et les conditions à remplir pour les obtenir, sur les procédures de licences pour le commerce des métaux, des spiritueux, du tabac et des produits du tabac, des médicaments, des armes, des munitions et des explosifs, et sur l'application de restrictions quantitatives. Des membres se sont inquiétés de ce que, dans certaines circonstances, ce système de licences pouvait influencer sur les conditions de vente des produits importés d'une manière qui n'était pas compatible avec l'article III du GATT de 1994; par exemple, le commerce de l'alcool et du tabac était soumis à une déclaration préalable. Un membre était préoccupé par le fait que le régime de licences estonien pouvait être discrétionnaire et a demandé que le projet de Loi sur le régime de licences soit communiqué au Groupe de travail.

59. Le représentant de l'Estonie a dit que le régime de licences ne visait pas à limiter les importations, la production ou la vente en gros de quelque produit que ce soit. Le fait qu'une "déclaration préalable" était exigée signifiait simplement que toutes les formalités douanières devaient avoir été accomplies avant que les marchandises puissent entrer dans le pays.

60. L'annexe II du document WT/ACC/EST/9 contenait des informations sur les procédures de licences d'importation, présentées selon le modèle applicable aux Membres de l'OMC. Le représentant de l'Estonie a souligné que l'action de son gouvernement, axée sur la poursuite d'une politique économique libérale, visait à réduire le nombre d'activités soumises à licence. L'Estonie

considérait que ses procédures de licences étaient compatibles avec l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation. Elle indiquait dans ses offres 41 branches d'activité économique dans lesquelles la production et/ou le commerce étaient soumis à licence, en précisant l'organisme chargé de délivrer les licences, dont la durée de validité était de cinq ans maximum (tableau 7 reproduit en annexe). Ce régime de licences était nécessaire, entre autres, pour des raisons de sécurité (médicaments, par exemple), pour maintenir un niveau technologique permettant de respecter les normes obligatoires (boissons alcooliques, par exemple), pour assurer l'enregistrement des marchandises pouvant constituer un danger pour les personnes ou l'environnement (armes à feu, véhicules, par exemple), et à des fins d'enregistrement et de comptabilité, pour des raisons fiscales (boissons alcooliques, tabac, métaux, etc.). Les critères d'octroi des licences étaient publiés au Journal officiel ("*Riigi Teataja*"). Toute personne physique ou morale satisfaisant à un ensemble de critères objectifs (concernant par exemple la qualification professionnelle, le milieu de travail, les prescriptions sanitaires, les antécédents fiscaux, etc.) pouvait obtenir une licence d'activité. Le représentant de l'Estonie a confirmé que le nombre de licences délivrées n'était pas limité et que les mêmes conditions s'appliquaient aux entreprises nationales et étrangères. Dans chaque secteur soumis au régime de licences, des critères identiques et objectifs étaient appliqués systématiquement aux importations, aux exportations et au commerce intérieur. Une licence dont la validité avait expiré pouvait être prorogée ou remplacée. Les redevances pour la délivrance de licences n'étaient pas plus élevées que le montant nécessaire pour couvrir les frais. Dans la plupart des cas, la redevance n'excédait pas 1 000 EEK, tandis que les licences pour l'alcool et le tabac coûtaient 10 000 EEK.

61. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays s'engageait à respecter les dispositions pertinentes des instruments de l'OMC, en particulier de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, dans divers instruments régissant des domaines d'activité spécifiques. Le régime des licences d'activité avait été régi jusque-là par différents règlements portant sur des domaines d'activité spécifiques. Une traduction des dispositions législatives pertinentes serait communiquée dès que possible aux Membres de l'OMC intéressés.

62. Le représentant de l'Estonie a déclaré que toutes les prescriptions relatives à l'importation de produits pour lesquels une licence d'activité était nécessaire étaient conformes à l'Accord sur l'OMC. Il a confirmé que les personnes physiques et morales étrangères et nationales opérant sur le territoire douanier de l'Estonie étaient libres d'importer et exporter des biens [et des services] sans restrictions, sauf ceux qui étaient mentionnés dans le tableau 7. Le régime de licences d'activité décrit au tableau 7 ne limitait pas la participation étrangère, car il s'appliquait de la même façon aux entreprises nationales et aux entreprises étrangères. Il visait à garantir l'innocuité des produits. Les critères

régissant l'octroi des licences, qui étaient différents selon les activités visées, étaient publiés dans le Journal officiel, "*Riigi Teataja*". Le représentant de l'Estonie était prêt à fournir sur demande un tableau plus détaillé donnant la référence des règlements pertinents. Les conditions à remplir pour importer ou exporter dans les secteurs visés par des restrictions étaient conformes à celles qui s'appliquaient généralement au commerce des produits similaires d'origine nationale et étaient fondées sur les critères publiés au Journal officiel, "*Riigi Teataja*". L'accès aux licences d'activité n'était pas limité et le régime de licences n'était pas appliqué pour restreindre les importations, la production ou le commerce de gros ou de détail de quelque produit que ce soit.

63. [Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays n'instituerait, ne rétablirait et n'appliquerait pas de restrictions quantitatives ou autres mesures non tarifaires telles que contingents, licences, autorisations préalables ou autres prescriptions ou mesures pouvant constituer des restrictions quantitatives à l'importation ou à l'exportation. Aucune mesure n'était envisagée à ce stade pour préserver l'équilibre de la balance des paiements. Il a également confirmé que le régime de licences d'activité concernant le commerce des marchandises était pleinement conforme aux dispositions des Accords de l'OMC, notamment de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et des articles VIII et XI du GATT de 1994.] Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'à compter de la date de son accession l'Estonie n'introduirait, ne réintroduirait et n'appliquerait pas de restrictions quantitatives à l'importation ou autres mesures non tarifaires telles que licences, contingents, interdictions ou autres restrictions d'effet équivalent, qui ne pourraient être justifiées au regard des dispositions de l'Accord sur l'OMC. S'il s'avérait nécessaire, à l'avenir, de prendre des mesures à des fins de balance des paiements, l'Estonie les appliquerait en se conformant aux règles pertinentes de l'OMC, y compris l'article XII du GATT de 1994 et le Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Évaluation en douane

64. Des membres du Groupe de travail ont posé des questions sur l'état de la Loi concernant l'évaluation en douane et sur son contenu. Se référant à la demande de renseignements sur l'application par l'Estonie de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, ces membres se sont demandé si cette loi était pleinement compatible avec l'Accord de l'OMC. Un membre croyait comprendre qu'une législation garantissant des prix minimaux pour certains produits alimentaires importés était à l'étude en Estonie et s'est interrogé sur la conformité de cette législation avec les règles du GATT. En outre, l'Estonie semblait utiliser des listes de prix de

référence pour vérifier les factures. Ce membre a rappelé que l'utilisation de prix minimaux à l'importation ou de prix de référence était contraire aux dispositions de l'article VII.

65. Le représentant de l'Estonie a expliqué que la Loi concernant l'évaluation en douane avait été adoptée le 8 février 1995 et était entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1996. Ce retard était dû à ce qu'il avait fallu prendre des dispositions en vue de son application, notamment des dispositions pratiques - impression des documents, formation des douaniers, information des importateurs, etc. L'Estonie considérait que la Loi était en tout point conforme aux règles de l'OMC, notamment à l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.

66. La réponse de l'Estonie au questionnaire intitulé "Renseignements relatifs à la mise en œuvre et à l'administration de l'Accord" avait été présentée en août 1995 (WT/ACC/EST/4, annexes 1 et 6 mentionnées dans le document WT/ACC/EST/5). Il a été demandé au représentant de l'Estonie de fournir des éclaircissements relatifs aux dispositions de la Loi sur l'évaluation en douane concernant l'utilisation de la valeur transactionnelle entre des parties liées (article 4 3)), la vérification des valeurs transactionnelles entre des parties liées au moyen de valeurs témoins (articles 4 5) 4) et 5)) ainsi que la mention de valeurs en douane minimales à l'article 9 2) 4) de ladite loi. L'Estonie a été également interrogée sur l'application de la Décision 4.1 du Comité de l'évaluation en douane sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données (Décision sur les logiciels).

67. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays avait adopté les dispositions de la Décision sur les logiciels. Un décret, publié par le Ministère des finances le 11 janvier 1996, disposait que seul le coût du support proprement dit serait pris en compte lors de la fixation de la valeur en douane. Le représentant de l'Estonie a déclaré que la valeur des marchandises importées était déterminée conformément à l'article VII 2) a) du GATT, y compris lors des transactions entre des parties liées. Des valeurs témoins n'étaient utilisées pour vérifier la valeur déclarée par rapport à la valeur réelle qu'à la demande de l'importateur.

68. Le représentant de l'Estonie a donné aux membres du Groupe de travail l'assurance que la Loi sur l'évaluation en douane serait appliquée en totale conformité avec l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994. En outre, il a confirmé que l'article 9 2) 4) de ladite loi serait appliqué conformément à l'article VII (valeur en douane). Il a souligné que l'article 9 2) 4) de ladite loi interdisait d'établir des valeurs d'importation minimales. Le représentant de l'Estonie a souligné que son pays n'appliquait aucune méthode d'évaluation qui serait incompatible avec les

règles de l'OMC et n'en appliquerait pas à l'avenir. L'Estonie n'avait pas recours à des mesures telles que des prix minimaux, des prix de référence ou des listes de prix pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées ou vérifier les factures.

69. Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'à compter de la date d'accession, son pays appliquerait intégralement les dispositions des instruments de l'OMC concernant l'évaluation en douane, y compris, outre l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, les dispositions relatives au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées et à l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données. Conformément à ces dernières dispositions, seul le coût du support informatique proprement dit serait pris en compte pour la valeur en douane. Il a dit que son pays [n'avait ni] n'aurait recours à aucun prix de référence ou barème d'évaluation uniforme pour calculer la valeur en douane des marchandises importées ou appliquer des droits et taxes et que toutes les méthodes d'évaluation employées étaient strictement conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994. En outre, il a confirmé que, en tant qu'accord international, l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 prévaudrait sur la législation nationale après l'accession. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Autres formalités douanières

70. Le représentant de l'Estonie a confirmé que les autres formalités douanières étaient appliquées conformément aux règles acceptées au niveau international et fondées sur la Convention de Kyoto. Il a ajouté que l'Estonie était membre de l'Organisation mondiale des douanes depuis juin 1992.

Règles d'origine

71. Des membres du Groupe de travail ont demandé où en était l'élaboration de règles d'origine en Estonie, notamment dans le cadre des accords de libre-échange. Un membre a demandé à l'Estonie de confirmer que ses règles d'origine pour le commerce préférentiel et le commerce non préférentiel étaient parfaitement conformes à l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. Il a été demandé à l'Estonie de décrire, en particulier, les mesures compatibles avec les disciplines prévues par l'article 2 dudit accord et la Déclaration commune figurant à l'Annexe II du même Accord.

72. Le représentant de l'Estonie a dit que l'élaboration des règles d'origine était en cours et avançait en fonction du déroulement des travaux du Comité technique des règles d'origine de l'OMC. Étant donné le caractère libéral du régime de commerce extérieur de l'Estonie, l'élaboration de règles d'origine nationales n'avait pas été considérée comme indispensable, mais des règles d'origine convenues étaient appliquées dans le cadre des accords de libre-échange. L'Estonie appliquait des règles d'origine uniformisées dans le cadre du système de cumul de l'origine en diagonale commun aux pays de l'Espace économique européen, à la Suisse et à dix pays d'Europe centrale et orientale associés. Les membres du Groupe de travail avaient reçu une copie des règles d'origine prévues dans les accords de libre-échange que l'Estonie avait conclus avec les pays de l'AELE, l'Union européenne, l'Ukraine ainsi qu'avec la Lettonie et la Lituanie. Le représentant de l'Estonie a dit que les règles d'origine préférentielles étaient tout à fait conformes aux disciplines prévues dans la Déclaration commune figurant dans l'Annexe II de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. Les autorités estoniennes envisageaient l'élaboration d'une législation sur les règles d'origine s'inspirant des règles d'origine en vigueur dans le cadre des accords commerciaux préférentiels, des suggestions et décisions du Comité des règles d'origine de l'Organisation mondiale des douanes et de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. L'Estonie n'avait pas établi ses propres règles d'origine non préférentielles et attendait les nouvelles règles d'origine, que l'OMC devait élaborer. La nouvelle Loi douanière qui était entrée en vigueur le 19 janvier 1998 prévoyait la promulgation de ces règles. Les règles d'origine non préférentielles seraient pleinement conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine.

Droits antidumping, droits compensateurs et régimes de sauvegarde

73. Des membres du Groupe de travail ont noté que l'Estonie n'avait pas encore de législation antidumping, mais qu'une loi en la matière, contenant des règles relatives aux droits compensateurs, était en cours d'élaboration. Étant donné que la date d'entrée en vigueur et le contenu de cette loi étaient incertains, l'Estonie était priée de soumettre le projet de loi au Groupe de travail pour observations.

74. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays ne disposait pas, pour le moment, de cadre juridique sur lequel se fonder pour appliquer des droits antidumping, des droits compensateurs et des sauvegardes et n'avait donc pas recours à ces mesures pour réguler ses échanges commerciaux. Répondant à une question spécifique, le représentant de l'Estonie a précisé que, bien que le dumping par les prix soit mentionné comme un abus de position dominante à l'article 17 du chapitre III de la Loi sur la concurrence, il n'y avait pas de chevauchement, s'agissant des pratiques commerciales

déloyales, entre cette loi et toute loi antidumping en préparation. Il a ajouté qu'aucun texte de loi antidumping n'avait encore été rédigé. La Loi sur le tarif douanier ne renfermait pas de dispositions concernant les mesures antidumping et les mesures compensatoires.

75. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays n'appliquerait aucune mesure antidumping, compensatoire ou de sauvegarde tant qu'il n'aurait pas adopté une législation à cet effet, conformément aux dispositions des Accords de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI, les subventions et les mesures compensatoires, et les sauvegardes, respectivement. En élaborant toute législation concernant les mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde, l'Estonie veillerait à ce qu'elle soit pleinement conforme aux dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC, y compris les articles VI et XIX du GATT de 1994, l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'Accord sur les sauvegardes. Après la mise en œuvre de cette législation, si l'Estonie appliquait des droits antidumping, des droits compensateurs et des mesures de sauvegarde, elle le ferait en respectant pleinement les dispositions de l'Accord sur l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

2. Réglementation concernant les exportations

Droits de douane, droits et impositions pour services rendus, application de taxes intérieures aux exportations

76. Notant que l'Estonie appliquait des taxes à l'exportation sur les métaux et les objets ayant une valeur culturelle, des membres du Groupe de travail ont demandé une description et une justification de ces taxes. Le représentant de l'Estonie a répondu qu'une taxe à l'exportation de 100 pour cent avait été perçue sur les objets ayant une valeur culturelle, c'est-à-dire antérieurs à 1950, mais qu'elle avait été abolie par le Décret n° 115 du gouvernement, qui était entré en vigueur le 2 juin 1998. Les taxes à l'exportation sur les métaux avaient été abolies. À compter du 15 septembre 1998, les mesures de contrôle par un monopole d'État des exportations de déchets métalliques et de métaux radioactifs avaient été abolies par le Règlement n° 200 approuvant la procédure de délivrance de licences d'activité pour le courtage commercial des déchets et débris de métaux, qui autorisait toute entreprise privée à faire le commerce des déchets de métaux, à condition qu'elle remplisse les conditions énoncées dans le règlement.

77. [Le représentant de l'Estonie a confirmé qu'après l'accession à l'OMC l'Estonie réduirait au minimum le recours aux taxes d'exportation et que celles qui subsisteraient seraient appliquées d'une

manière conforme aux dispositions de l'Accord sur l'OMC et publiées au Journal officiel ("*Riigi Teataja*"). Toute modification dans l'application de ces mesures, leur montant, leur portée ou leur justification, serait également publiée au Journal officiel ("*Riigi Teataja*"). Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.]

Restrictions à l'exportation

78. Notant que le Ministère des affaires économiques avait le droit de contingenter certaines exportations, des membres du Groupe de travail ont demandé au représentant de l'Estonie de donner des précisions sur les procédures de licences affectant le commerce des métaux, des spiritueux, des produits du tabac et des médicaments, et de justifier le maintien de contingents et de licences d'exportation pour le gravier et l'argile. Des membres ont aussi demandé des précisions sur l'intention de l'Estonie de recourir à des mesures non tarifaires en cas d'urgence. Le représentant de l'Estonie a répondu que le Ministère des affaires économiques n'avait plus le droit de contingenter les exportations. Le dernier contingent (sur le sable quartzeux) avait été supprimé et l'Estonie n'envisageait pas d'imposer de nouvelles restrictions quantitatives à l'exportation. Les contingents et licences d'exportation pour le gravier et l'argile ayant été supprimés le 1^{er} janvier 1995, l'Estonie n'avait pas à fournir de justification au regard des dispositions du GATT ou de l'OMC et elle ne demanderait pas à bénéficier de dispositions transitoires pour cette mesure. Il n'existait pas de licences d'importation et d'exportation proprement dites, hormis les licences d'activité décrites dans une précédente réponse (voir le paragraphe [60]). Le représentant de l'Estonie a ajouté que son pays n'appliquerait pas de mesures à l'exportation qui iraient au-delà des mécanismes de l'OMC.

79. Les mesures de contrôle des exportations (licences) de déchets métalliques et de déchets radioactifs ne comportaient pas de restrictions quantitatives. Les licences étaient délivrées automatiquement contre la preuve que les biens en question avaient été acquis légalement. Le fait de ne pas pouvoir fournir cette preuve pouvait constituer une infraction pénale. Les droits de monopole de l'ancien monopole d'État sur le commerce des déchets métalliques et des débris de métaux dangereux avaient été supprimés par le Règlement n° 200 approuvant la procédure de délivrance de licences d'activité pour le courtage commercial des déchets et débris de métaux le 15 septembre 1998, et l'entreprise elle-même avait été privatisée. Toutes les entreprises faisant le commerce des déchets métalliques et des débris de métaux radioactifs devaient respecter les règles énoncées dans le règlement. [Le représentant de l'Estonie a confirmé que tous les contingents et licences d'exportation et mesures ayant un effet analogue avaient été supprimés.]

80. Le représentant de l'Estonie a confirmé que [tous les contingents et licences d'exportation et mesures ayant un effet analogue avaient été supprimés et que] les mesures de contrôle des exportations qui restaient en vigueur étaient pleinement compatibles avec les règles de l'OMC, y compris les dispositions des articles XI, XVII, XX et XXI du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Subventions à l'exportation

81. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur les subventions à l'exportation, y compris les incitations fiscales, sur les activités du Fonds de crédit à l'exportation, sur l'intention de l'Estonie de faire amplement usage d'incitations à l'exportation, et sur les mesures adoptées ou prévues pour faire face à d'éventuelles perturbations du marché ou à des difficultés de balance des paiements. Le représentant de l'Estonie a répondu qu'aucune incitation fiscale, notamment aucune exonération d'impôt, n'était accordée en vue d'encourager les exportations. Il a confirmé que le taux d'intérêt annuel sur les prêts du Fonds de crédit à l'exportation était de 12 à 16 pour cent et était comparable aux taux des prêts commerciaux à court terme en Estonie qui étaient compris entre 12 et 18 pour cent en 1996. Il était envisagé de transformer le Fonds en un Office de crédit et de garantie à l'exportation, dont le capital initial serait prélevé sur le budget national. L'Estonie n'envisageait pas de faire amplement usage d'incitations à l'exportation, mais comme le déficit de sa balance commerciale ne cessait de se creuser, elle avait l'intention d'appliquer des mesures modérées d'incitation à l'exportation. Il n'était pas envisagé d'accorder des subventions spécifiques à une entreprise ou à un secteur. Les programmes de subventions seraient de nature horizontale et l'attribution de ces subventions serait fondée sur des critères économiques objectifs. Le représentant de l'Estonie a ajouté que les programmes d'incitations seraient appliqués conformément aux prescriptions de l'OMC.

82. Le représentant de l'Estonie a dit qu'à compter de la date d'accession son pays ne maintiendrait aucune subvention à l'exportation correspondant à la définition d'une subvention prohibée donnée à l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et n'en instituerait pas à compter du jour de l'accession. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises

Politique industrielle, y compris les subventions

83. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur toutes subventions qui seraient accordées aux entreprises privées ou publiques. Ils ont aussi demandé si l'Estonie accordait encore aux entreprises des aides qui devraient être notifiées au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Des membres ont également demandé que l'Estonie indique si elle avait l'intention de recourir à des subventions dans le cadre de sa politique industrielle et explique comment elle envisageait de rétablir ses liens commerciaux antérieurs.

84. Le représentant de l'Estonie a dit que, pour rétablir ses liens commerciaux antérieurs, son pays devait entretenir des relations économiques libres et équilibrées avec les pays les mieux placés pour établir avec elle un véritable partenariat mutuellement avantageux. Il a confirmé qu'il existait en Estonie des programmes de subvention de l'industrie, en particulier le Fonds pour l'innovation, qui accordait des subventions pour des activités de recherche-développement, ainsi que la Loi sur le soutien public de l'entreprise, qui définissait les aides de l'État aux petites et moyennes entreprises. Dans ce dernier cas, ces aides, sous forme de prêts et de garanties de prêt, étaient accordées par un conseil de onze membres. Le Fonds pour l'innovation était un organisme sans but lucratif, créé par le gouvernement. Ses activités étaient coordonnées par un organe consultatif du gouvernement, le Conseil de la recherche et du développement. Il avait pour principale fonction de promouvoir et de financer les programmes publics dans le domaine de la technologie; de financer des projets d'amélioration des techniques de production au stade préindustriel; de promouvoir la recherche et le développement techniques et technologiques et d'appuyer la création de parcs scientifiques et technologiques et d'infrastructure de production. Le Fonds accordait des subventions pour la recherche appliquée (jusqu'à 50 pour cent du coût des projets) et pour des projets industriels (jusqu'à 75 pour cent du coût des projets). Entre 1991 et 1995, il avait subventionné 214 projets pour un total de 92 millions de EEK, dont 12 millions de dons et 80 millions de prêts; son budget pour 1997 s'élevait à 20 millions de EEK. L'Estonie avait communiqué au Groupe de travail un projet de notification au titre de l'article 8.3 (Subventions ne donnant pas lieu à une action) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires concernant les activités du Fonds pour l'innovation (document WT/ACC/EST/20).

85. Le représentant de l'Estonie a confirmé que, dès l'entrée en vigueur du protocole d'accession de l'Estonie, tous les programmes de subventions seraient administrés conformément à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et que tous les renseignements nécessaires concernant les programmes sujets à notification seraient notifiés au Comité des subventions et des mesures compensatoires conformément à l'article 25 dudit accord. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Obstacles techniques au commerce et mesures sanitaires et phytosanitaires

86. Des membres du Groupe de travail ont posé des questions sur l'application des normes internationales et nationales en Estonie et le respect de différentes dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Au sujet de l'agriculture, des membres ont demandé des précisions sur les objectifs de la Loi concernant les produits alimentaires et sur le recours à des mesures sanitaires et phytosanitaires, eu égard en particulier aux Règlements n° 300 et 340 de 1992.

87. Le représentant de l'Estonie avait fourni des renseignements sur les obstacles techniques au commerce dans le document WT/ACC/EST/9 (annexe III) et présenté une notification concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires. Le projet de loi sur les normes et réglementations techniques était en cours d'élaboration et sa mise en œuvre était prévue pour 1999. L'Office national de normalisation (EVS) était chargé des questions de normalisation. Il était membre correspondant de l'ISO et membre affilié du CEN; le Comité électrotechnique estonien était membre associé de la CEI et membre affilié du CENELEC et l'Office estonien des télécommunications était devenu membre de l'ETSI. L'EVS avait accepté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (Annexe 3 de l'Accord OTC), ce qui avait favorisé l'application des normes internationales et européennes. Les normes actuellement en vigueur en Estonie étaient fondées principalement sur les normes des organisations internationales et sur les normes nationales d'autres pays. Elles avaient été mises en conformité avec les règlements de l'Union européenne et étaient en général facultatives sauf celles dont l'application était obligatoire en vertu de règlements promulgués par les Ministères (par exemple pour les achats de lait, pour la protection contre les incendies, etc.) et les normes techniques s'appliquant aux spiritueux (vodka blanche) et au ciment de construction. Les anciennes normes soviétiques - normes GOST - restaient provisoirement en vigueur dans certains domaines, mais n'étaient plus obligatoires. Toutes les normes s'appliquaient de la même façon aux produits importés et aux produits estoniens. Tous les renseignements concernant l'élaboration des normes étaient publiés dans le bulletin officiel de l'Office national de normalisation "*EVS Teataja*". Les projets de

normes pouvaient être consultés à l'EVS pour observations. L'évaluation de la conformité était effectuée conformément aux normes européennes (EN 45000). L'acceptation de la certification étrangère était fondée sur le principe de la reconnaissance mutuelle entre l'organisme estonien compétent et son homologue dans l'autre pays.

88. Le représentant de l'Estonie a ajouté que la Loi sur les produits alimentaires visait principalement à garantir la "qualité" et la "compétitivité internationale" de ces produits. Elle devait servir de base à l'élaboration d'autres textes législatifs réglementant la manutention, la qualité, l'innocuité, le contrôle et l'inspection des produits alimentaires. Un Office national des produits alimentaires avait été créé pour s'occuper de tous les aspects de la politique de l'Estonie en matière d'alimentation et de nutrition, mais ses fonctions avaient été transférées au Ministère de l'agriculture à la suite de la modification de la Loi sur les produits alimentaires du 26 juin 1996. C'était donc le Ministère qui était chargé d'élaborer les plans et analyses dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition, ainsi que les propositions stratégiques pertinentes, de rédiger les projets de loi sur les produits alimentaires et leur manutention, d'organiser le contrôle de l'innocuité des aliments, de donner des avis aux organismes de certification et d'analyse qui vérifiaient la qualité et l'innocuité des aliments et d'élaborer et de suivre les programmes de surveillance nutritionnelle.

89. Le représentant de l'Estonie a dit en outre que le contrôle à la frontière des végétaux et des produits d'origine végétale était effectué par le Département de phytoquarantaine du Service d'inspection phytosanitaire conformément au Règlement n° 300 (du 17 octobre 1992) relatif à l'organisation du contrôle phytosanitaire à la frontière, tel qu'il avait été modifié par le Règlement n° 340 du 19 octobre 1992 et par le Règlement n° 147 du 31 mars 1995, et conformément à la Loi concernant la protection des végétaux, au Règlement temporaire concernant le contrôle par l'État, la vente, l'exportation et l'importation de semences pour les cultures de plein champ ainsi qu'à la Loi de 1992 sur les services vétérinaires. Les mesures sanitaires et phytosanitaires et les activités des services vétérinaires étaient conformes au Codex de l'Office international des épizooties (OIE), dont l'Estonie était membre depuis 1992. La liste des produits soumis à un contrôle vétérinaire et des postes frontières où ce contrôle pouvait être effectué ainsi que les conditions d'obtention de certificats vétérinaires et les procédures de règlement des différends étaient spécifiées dans un Décret du Ministre de l'agriculture en date du 3 août 1994 et dans le Règlement n° 17 du 10 avril 1995. Les autorités estimaient que les dispositions de la Loi sur les produits alimentaires concernant la santé et l'innocuité étaient conformes à l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. La nouvelle Loi sur les produits alimentaires, qui avait été rédigée et était examinée actuellement par le

Parlement, prévoyait l'acceptation à la frontière des certificats d'exportateurs qui étaient conformes aux principes internationaux en matière de certification.

90. Des membres du Groupe de travail ont noté que l'Estonie n'avait pas adopté de lois, de règlements ou de procédures administratives concernant le respect et l'administration des obligations en matière d'obstacles techniques au commerce qui découlaient de l'Accord sur l'OMC et que des réglementations concernant les mesures sanitaires et phytosanitaires étaient en cours d'élaboration. À leur avis, ces procédures devraient être adoptées avant l'accession de l'Estonie à l'OMC.

91. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays fournirait aux Membres, pour observations, des exemplaires du projet de loi concernant les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires. Il a confirmé que l'Estonie créerait un point d'information conformément à l'article 10 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce; sa mise en place à l'Office national de normalisation (EVS) était en cours et il devrait être opérationnel d'ici à la fin de 1998. L'EVS avait accepté le Code de pratique figurant à l'Annexe 3 de l'Accord OTC. Les programmes de normalisation en Estonie étaient communiqués à l'ISO/CEI deux fois par an. Les organismes qui s'occupaient de l'élaboration des normes et des procédures d'évaluation de la conformité et de certification tenaient compte des normes ou lignes directrices existantes lors de l'élaboration de la législation nationale, et ils notifieraient les Membres de l'OMC au stade de la rédaction et tiendraient compte des observations de ces derniers avant de finaliser les dispositions réglementaires. L'Estonie avait fourni au Groupe de travail des renseignements sur les points nationaux d'information dans le document WT/ACC/EST/19.

92. Le représentant de l'Estonie avait communiqué un projet de notification au titre de l'article 15.2 de l'Accord OTC en avril 1997 (document WT/ACC/EST/17). Les autorités avaient rédigé un projet de loi sur les normes et règlements techniques, qui était actuellement à l'examen au Parlement et dont l'entrée en vigueur était prévue pour le début de 1999. Cette loi fournirait un cadre juridique et organique pour les activités de normalisation et les procédures de notification en Estonie. Le Ministère de l'agriculture examinerait les lois concernant les produits alimentaires, les services vétérinaires, la protection des végétaux, les céréales, la protection des consommateurs et la santé publique en vue d'assurer leur conformité avec les prescriptions de l'OMC lors de l'accession à l'OMC, notamment avec l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. *[De nouvelles versions de la Loi sur les services vétérinaires et de la Loi sur la protection des végétaux seront communiquées au Groupe de travail.]*

93. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays respecterait, à compter de la date d'accession, toutes les obligations découlant de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce sans demander à bénéficier de périodes transitoires. Il a également confirmé que des procédures d'octroi de licences d'importation pour les produits alimentaires étaient en cours d'élaboration et seraient finalisées avant la fin de 1998 et qu'elles seraient pleinement conformes aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, notamment à ses articles 2, 3 et 5. Il a ajouté que les licences n'auraient pas pour effet de restreindre les quantités importées; elles seraient délivrées automatiquement sous réserve des prescriptions en matière d'obstacles techniques au commerce et de mesures phytosanitaires. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)

94. À cet égard, le représentant de l'Estonie a confirmé que son gouvernement appliquait le principe du traitement national. Il a dit que son pays ne maintenait aucune mesure incompatible avec l'Accord sur les MIC, n'en appliquerait pas à l'avenir et n'invoquerait pas les dispositions de cet accord qui prévoyait l'élimination progressive de telles mesures dans un délai donné. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Commerce d'État

95. Des membres du Groupe de travail ont noté qu'une part importante de la production et du commerce de l'Estonie restait sous le contrôle de l'État et que celui-ci conservait le monopole du tabac et de l'alcool. L'Estonie devait notifier, au titre de l'article XVII, tout monopole commercial de fait ou de droit ainsi que les activités commerciales de toute entreprise d'État qui bénéficiait d'un soutien public et dont les opérations étaient soumises à l'intervention de l'État.

96. Le représentant de l'Estonie a répondu qu'à la suite de la privatisation à grande échelle, la part des entreprises d'État dans le commerce était inférieure à 5 pour cent. La privatisation continuait et les actions des entreprises privatisées étaient activement échangées à la Bourse de Tallinn. Il était difficile d'évaluer dans quelle mesure le fait qu'une partie du capital était encore entre les mains de l'État pouvait influencer le commerce international car la loi estonienne interdisait au service des douanes de divulguer des informations commerciales concernant spécifiquement une entreprise à qui que ce soit sauf à l'administration fiscale. Des estimations fondées sur le rapport entre le commerce et la part de capital n'avaient en pratique aucun sens parce que les actions changeaient rapidement de

maines. Le représentant de l'Estonie pouvait donc seulement confirmer que la participation de l'État tendait nettement à diminuer car l'État vendait des actions au public en vue de stimuler le développement du marché des valeurs dans le pays. Le représentant de l'Estonie a affirmé que, à l'exception d'*Eesti Põlevkivi* et d'*Eesti Energia*, les entreprises partiellement privatisées et dont l'État conservait une partie du capital ne constituaient pas des entreprises commerciales d'État au sens de l'article XVII, car elles ne jouissaient pas de droits ou privilèges spéciaux.

97. L'Estonie avait notifié, au titre de l'article XVII du GATT de 1994, qu'un monopole d'État (document WT/ACC/EST/9, annexe IV) sur les exportations de débris métalliques avait été constitué afin de contrôler le commerce des métaux. Le but de ce monopole (EMEX) était de prévenir les actes criminels graves, c'est-à-dire le trafic de métal volé sur des installations et des chantiers de construction non surveillés. Ces vols avaient causé des dommages considérables aux infrastructures nationales, en particulier aux sociétés estoniennes qui exploitaient les chemins de fer, l'énergie et le téléphone. Le monopole pouvait servir aussi à contrôler le commerce des déchets radioactifs. Toutefois, les droits de monopole sur le commerce des déchets métalliques et radioactifs avaient été supprimés par le Règlement n° 200 approuvant la procédure de délivrance de licences d'activité pour le courtage commercial des débris et déchets de métaux, entré en vigueur le 15 septembre 1998, et l'entreprise elle-même avait été privatisée. [Le représentant de l'Estonie a déclaré que son gouvernement avait considéré que les activités commerciales des sociétés *Eesti Energia* et *Eesti Põlevkivi* étaient assujetties aux dispositions de l'article XVII du GATT de 1994.]

98. Le représentant de l'Estonie [a déclaré que son gouvernement avait considéré que les activités commerciales des sociétés *Eesti Energia* et *Eesti Põlevkivi* étaient assujetties aux dispositions de l'article XVII du GATT de 1994. Il] a confirmé que son gouvernement avait l'intention d'éliminer ultérieurement son rôle de commerce d'État. Il a confirmé en outre qu'après l'accession à l'OMC, l'Estonie respecterait les dispositions de l'article XVII du GATT de 1994, le Mémoire d'accord sur l'interprétation de cet article et l'article VIII de l'AGCS relatif au commerce d'État, en particulier les dispositions concernant la notification, la non-discrimination et l'application de considérations commerciales aux transactions commerciales. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Zones franches, zones économiques spéciales

99. Le représentant de l'Estonie a dit qu'il n'y avait actuellement aucune zone franche dans son pays.

Marchés publics

100. Des membres du Groupe du travail ont demandé si l'Estonie avait l'intention d'accéder à l'Accord sur les marchés publics et ont souhaité avoir des précisions sur la législation estonienne en la matière, sur son champ d'application et sur sa conformité avec les principes de l'OMC. Le représentant de l'Estonie a dit que la Loi sur les marchés publics, adoptée en mai 1995 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1996, était conforme aux règles de l'OMC. Le gouvernement avait établi un Office des marchés publics chargé de coordonner et d'administrer les activités dans ce domaine. La loi définissait quatre procédures principales de passation des marchés: appel d'offres ouvert, appel d'offres en deux étapes, appel d'offres négocié et marché de gré à gré. Dans le cas d'un appel d'offres ouvert, tout fournisseur intéressé pouvait soumissionner et aucune négociation ne devait avoir lieu entre l'entité contractante et un soumissionnaire. L'appel d'offres en deux étapes était utilisé lorsque tous les facteurs techniques et économiques ne pouvaient pas être évalués à priori ou que le marché comportait une incertitude relative aux coûts de la recherche-développement. On avait recours à des appels d'offres négociés quand l'appel d'offres ouvert n'avait pas abouti (soit qu'aucune soumission n'ait été déposée soit que toutes les soumissions aient été rejetées) ou quand le marché comportait des travaux urgents ou qu'il était passé par la représentation diplomatique de la République d'Estonie (à l'étranger). En tel cas, l'entité passant le marché devait en informer par écrit l'Office des marchés publics avant d'entreprendre l'appel d'offres. La procédure de marché de gré à gré ne pouvait être suivie que dans les cas suivants: lorsqu'il n'existait qu'un seul fournisseur; en cas de besoin ou d'urgence exceptionnel; pour renouveler des contrats précédents ou lorsque le fournisseur devait mener des travaux de recherche-développement débouchant sur des prototypes. Là encore, une notification écrite devait préalablement être envoyée à l'Office. À la suite de la modification de la Loi sur les marchés publics du 1^{er} janvier 1997, il pouvait être dérogé aux règles énoncées dans cette loi lorsqu'il s'agissait: i) de marchés touchant des secrets d'État; ii) d'imprimés et articles en rapport avec les bonnes mœurs; iii) de recherche scientifique et de programmes spéciaux; iv) d'élaboration de textes législatifs et d'assistance juridique; v) d'achat à une personne physique d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment existant; et vi) de certains types de marchés publics définis par d'autres lois.

101. L'Estonie avait demandé le statut d'observateur au Comité des marchés publics par une lettre en date du 1^{er} octobre 1998 et l'avait obtenu le 7 octobre 1998.

102. Le représentant de l'Estonie a confirmé que, lors de son accession, l'Estonie engagerait des négociations en vue d'accéder à l'Accord sur les marchés publics en présentant dans les [trois] [six] mois suivant l'accession à l'OMC une offre concernant les entités. En outre, il a confirmé que

l'Estonie achèverait ces négociations d'ici [au 31 décembre 1998 ou dans un délai de un an à compter de l'accession, si ce délai expirait plus tôt] si leurs résultats répondaient à ses intérêts et à ceux des autres parties à l'Accord. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Transit

103. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays avait adhéré, en avril 1993, à la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert du carnet TIR. Les formalités de départ et d'arrivée étaient accomplies à la frontière, dans les centres douaniers d'inspection. Aucun droit de douane, redevance de dédouanement, taxe sur les ventes ou droit d'accise n'était perçu sur les marchandises en transit.

104. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son gouvernement appliquerait ses lois et réglementations régissant les opérations de transit et agirait en totale conformité avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC, en particulier l'article V du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Politique agricole

105. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur la politique agricole actuelle de l'Estonie, notamment sur ses principes directeurs, les politiques adoptées en matière de droits de douane et de consolidations tarifaires, les mesures concernant le commerce des céréales, les sauvegardes, les programmes de soutien à l'agriculture et la politique des revenus, le contrôle des prix, les subventions à l'exportation, la privatisation et les accords commerciaux préférentiels.

106. Le représentant de l'Estonie a répondu que la restitution des terres à leurs anciens propriétaires avait pris beaucoup de temps, mais que la majeure partie du secteur agricole était maintenant privatisée. Les exploitations restant entre les mains de l'État jouaient encore un rôle important dans l'amélioration des plantes et des animaux. Certaines entreprises agroalimentaires étaient sous contrôle étranger. Les importations de produits agricoles ne faisaient l'objet d'aucune mesure tarifaire ou non tarifaire. Les produits alimentaires n'étaient pas subventionnés et leurs prix n'étaient pas contrôlés. La Loi concernant l'organisation du marché permettrait cependant d'imposer des droits de douane. L'offre initiale de l'Estonie pour les négociations sur l'accès au marché (document WT/L/60) ne proposait pas de consolidation tarifaire au niveau zéro dans le secteur

agricole; l'Estonie avait l'intention de consolider ses droits de douane à un niveau analogue à celui des pays voisins. La Loi de 1994 sur les céréales autorisait le gouvernement à limiter les importations de céréales lorsque la production nationale satisfaisait pleinement la demande intérieure. Néanmoins, aucun contingent n'avait été imposé jusqu'à présent. Le représentant de l'Estonie a reconnu que la Loi sur les céréales n'était pas compatible avec les règles de l'OMC ni avec l'Accord sur l'agriculture; l'Estonie était prête à prendre l'engagement de la mettre en conformité avec les Accords de l'OMC d'ici à son accession. Les dispositions de la Loi sur les céréales autorisant le recours à des contingents d'importation lorsque la production intérieure satisfaisait pleinement la demande seraient modifiées afin que ladite loi soit pleinement conforme aux dispositions des Accords de l'OMC. Il était prévu que la loi révisée serait élaborée et adoptée en 1999.

107. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays savait que les règles de l'OMC interdisaient les restrictions quantitatives et prescrivaient de n'utiliser que des droits de douane; il a déclaré que son pays respecterait ces règles à l'avenir. Il a indiqué que la rédaction d'une loi sur les licences pour les produits alimentaires n'avait pas été achevée comme prévu avant la fin de 1996 parce que la Loi sur les produits alimentaires avait été modifiée. Au lieu de prescrire un régime de licences par la loi, il avait été décidé d'élaborer des textes d'application réglementant la délivrance de licences pour l'importation de produits alimentaires. Un règlement avait été élaboré et présenté au gouvernement pour examen. Le règlement entrerait en vigueur probablement au début de 1999. Les licences seraient délivrées automatiquement et n'auraient pas d'effet restrictif sur les importations.

108. [Des membres du Groupe de travail ont noté que les dispositions de l'Accord sur l'agriculture relatives aux mesures de sauvegarde ne pouvaient être invoquées que par les Membres de l'OMC ayant entrepris la tarification des mesures non tarifaires au cours du Cycle d'Uruguay. Comme l'Estonie n'était pas Membre de l'OMC à l'époque, elle n'aurait donc pas le droit de recourir à des mesures de sauvegarde spéciales. Un membre a demandé que l'Estonie s'engage à ne pas invoquer de mesures de sauvegarde spéciales pour des produits agricoles quels qu'ils soient. Le représentant de l'Estonie a dit que son gouvernement pensait que les pays n'ayant pas participé au Cycle d'Uruguay avaient aussi la possibilité de recourir à de telles mesures. L'Estonie n'excluait donc pas d'avoir à l'avenir recours à des mesures de sauvegarde spéciales, mais le représentant ne pouvait indiquer dans quels domaines spécifiques ces mesures pourraient être utilisées.]

109. [Le représentant de l'Estonie a dit que, faute de ressources financières, le gouvernement n'avait pas, jusqu'à présent, subventionné les exportations agricoles, mais que l'Estonie se réservait le droit d'instituer des programmes de soutien interne et des subventions à l'exportation. Une offre en

matière de soutien interne et de subventions à l'exportation pour le secteur agricole avait été distribuée aux membres du Groupe de travail en septembre 1995 (document WT/SPEC/13); elle indiquait, entre autres, le plafond des subventions à l'exportation pour le beurre, le fromage, le lait en poudre, la viande bovine, la viande porcine et la viande de volaille, les mesures de soutien interne faisant l'objet d'engagements de réduction et diverses mesures de la "catégorie verte". L'Estonie avait aussi mentionné, dans le document WT/ACC/EST/4, un certain nombre de programmes de soutien qu'elle appliquait actuellement et qu'elle considérait comme entrant dans la "catégorie verte". Des membres du Groupe de travail n'étaient pas d'avis que l'Estonie devait être autorisée à demander une protection pour des programmes qui n'avaient pas encore été mis en œuvre, comme des programmes de subventions à l'exportation, ou des programmes qui l'avaient été après que l'Estonie avait déposé sa demande d'accession à l'OMC.]

[À compléter]

Commerce des aéronefs civils

110. Un membre du Groupe de travail a demandé à l'Estonie de s'engager à mettre en œuvre, dès son accession, l'Accord sur le commerce des aéronefs civils sans exception ni période de transition.

111. Le représentant de l'Estonie a confirmé que son pays signerait l'Accord sur le commerce des aéronefs civils dès son accession à l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE

112. Des membres du Groupe de travail ont demandé des précisions sur la législation concernant la protection des droits de propriété intellectuelle en Estonie et sur son application, ainsi que sur sa compatibilité avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Ils ont notamment posé des questions sur les exceptions au traitement national ou au traitement NPF, les inventions non brevetables, la protection des variétés végétales, les droits des titulaires de brevets, la prorogation de la durée de validité des brevets, la concession de licences obligatoires, les procédures de révision judiciaire, la protection des semi-conducteurs, du droit d'auteur, des marques de fabrique ou de commerce et des dessins et modèles industriels, la concurrence et les dispositions antitrust.

113. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays considérait que sa législation en matière de protection des droits de propriété intellectuelle était compatible avec l'Accord sur les ADPIC et qu'elle ne prévoyait pas d'exceptions aux principes du traitement national et du traitement NPF. L'état de la législation estonienne en matière de propriété intellectuelle (en octobre 1998) est présenté au tableau 6. Le représentant de l'Estonie a ajouté que l'Office des brevets était entré en activité en mars 1992. En 1992 et 1994, l'Estonie avait adopté la Loi sur les brevets, la Loi sur les modèles d'utilité, la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et la Loi sur le droit d'auteur et des dispositions concernant les obligations en matière d'ADPIC avaient été incluses dans la Loi sur la concurrence du 7 juillet 1993. La Loi sur la protection des dessins et modèles avait été adoptée par le Parlement le 18 novembre 1997 et elle était entrée en vigueur le 11 janvier 1998. La législation sur la propriété industrielle s'inspirait de celle des pays nordiques et de textes législatifs internationaux et européens en la matière. Conformément à la Constitution, les dispositions d'un traité international ratifié par le Parlement l'emportaient sur la législation nationale. Cette règle était mentionnée dans toutes les lois concernant la propriété intellectuelle et industrielle.

Tableau 6: État de la législation estonienne en matière de propriété intellectuelle (octobre 1998)

Accord sur les ADPIC	Lois et autres dispositions législatives pertinentes	Dispositions en vigueur ou en projet concernant les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC
Partie II, section 1 Droit d'auteur et droits connexes	Loi sur le droit d'auteur, de 1992 Code pénal et Code des infractions administratives Loi de révision, de 1995	La Loi sur le droit d'auteur et ses modifications sont en vigueur et le plein respect des prescriptions de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC est assuré.
Partie II, section 2 Marques de fabrique ou de commerce	Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, de 1992	La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce est en vigueur et le plein respect de l'Accord sur les ADPIC est assuré depuis 1997.
Partie II, section 3 Indications géographiques	Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, de 1992	Il n'existe pas de loi sur les indications géographiques en Estonie; les prescriptions des articles 22 et 23 sont satisfaites en partie par la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et la Loi sur la concurrence. Il est prévu d'inclure dans le projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce des règles concernant les indications géographiques.
Partie II, section 4 Dessins et modèles industriels	Loi sur les dessins et modèles industriels, de 1997	La loi est en vigueur et le plein respect des prescriptions de l'Accord sur les ADPIC est assuré.
Partie II, section 5 Brevets	Loi sur les brevets, de 1994 Loi sur les modèles d'utilité, de 1994	La loi est en vigueur et le plein respect des prescriptions de l'Accord sur les ADPIC est assuré depuis 1998. La loi est en vigueur et le respect des prescriptions de l'Accord sur les ADPIC est assuré.

Accord sur les ADPIC	Lois et autres dispositions législatives pertinentes	Dispositions en vigueur ou en projet concernant les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC
Partie II, section 6 Schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés		Le projet de loi sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés est pleinement conforme aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.
Partie II, section 7 Protection des renseignements non divulgués	Domaine réglementé en partie par la Loi sur les brevets, de 1994	
Partie II, section 8 Contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles		Ce domaine sera réglementé en partie par un projet de réglementation concernant les exemptions de certaines catégories de transfert de technologie et un projet de réglementation concernant les exemptions de certaines catégories d'accords de franchise.
Partie III, section 3 Mesures provisoires	Code de procédure civile, adopté en 1998 Loi sur la concurrence, adoptée en 1998 Chapitre 8 "Concurrence déloyale"	En vigueur; le plein respect des prescriptions de l'Accord sur les ADPIC est assuré.
Partie III, section 4 Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière	Code des douanes, adopté en 1997	Le projet de loi sur le droit d'auteur, le Code des infractions administratives, le Code pénal, la Loi sur la protection des consommateurs et la Loi portant modification du Code des douanes, présentés au Parlement en octobre, devraient être adoptés au début de 1999 et assureront le plein respect de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC.
Partie III, section 5 Procédures pénales	Code de procédure pénale, de 1995 Code pénal, adopté en 1992	Le Code de procédure pénale est en vigueur et le plein respect des prescriptions de l'Accord sur les ADPIC est assuré; le projet de Loi sur le droit d'auteur, le Code des infractions administratives, le Code pénal, la Loi sur la protection des consommateurs et la Loi portant modification du Code des douanes, présentés au Parlement en octobre, devraient être adoptés au début de 1999 et assureront le plein respect des prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

114. En 1994, l'Estonie était devenue membre à part entière de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, avait adhéré au Traité de coopération en matière de brevets et était redevenue partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques auxquelles elle avait initialement adhéré en 1924 et 1927, respectivement. Le Ministère de la culture préparait l'adhésion de l'Estonie à la Convention de Genève de 1971 et à la Convention de Rome de 1961. Le texte de la Convention de Rome avait été traduit en estonien et l'Estonie devait adhérer à la convention d'ici à la fin de 1999. Elle avait déclaré son intention d'adhérer au Protocole de l'Arrangement de Madrid concernant

l'enregistrement international des marques et au Traité multilatéral sur le droit des marques. Le Parlement avait adopté une loi concernant l'adhésion de l'Estonie audit protocole le 16 juin 1998. Le protocole entrerait en vigueur en Estonie le 18 novembre 1998. Répondant à d'autres questions, le représentant de l'Estonie a dit que les variétés végétales étaient protégées en vertu de la Loi de 1994 sur la protection des variétés végétales et que les souches de micro-organismes pouvaient être protégées par des brevets depuis l'adhésion de l'Estonie au Traité de Budapest. Depuis le 14 septembre 1996, l'Estonie était partie au Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets et l'Office des brevets acceptait les demandes de brevet pour des souches de micro-organismes et de nouvelles applications de souches de micro-organismes. L'Estonie avait l'intention d'adhérer à l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) et la Loi sur la protection des variétés végétales serait rendue conforme à la Convention de l'UPOV de 1991.

115. Certaines inventions n'étaient pas brevetables (inventions portant atteinte à l'ordre public et à la moralité, méthodes de diagnostic et de traitement appliquées aux personnes ou aux animaux, topographies de microcircuits et substances obtenues par fission nucléaire). Des équipements, des procédés, des substances ou des souches de micro-organismes, y compris leur combinaison et leur utilisation aux fins d'applications nouvelles, bénéficiaient de la protection de brevets en vertu de l'article 6 de la Loi estonienne concernant les brevets. Des certificats de protection supplémentaires pour les produits chimiques pharmaceutiques et agricoles étaient prévus par la Loi portant modification de la Loi sur les brevets qui devait être adoptée pendant le second semestre de 1998. Les dispositions énonçant les droits exclusifs du titulaire d'un brevet et les exceptions à ces droits figuraient dans le chapitre IV de la Loi sur les brevets (articles 15, 17, 45 et 46). Le titulaire d'un brevet pouvait céder ou transférer ses droits ou accorder des licences sans aucune restriction, mais, pour être valables, les contrats de licence devaient être enregistrés par l'Office des brevets. Une licence obligatoire ne pouvait être accordée que sur décision de justice (article 47). L'Estonie considérait que cette disposition était pleinement conforme aux prescriptions de l'article 31 b) et c) de l'Accord sur les ADPIC. La prorogation de la durée de validité des brevets n'était pas encore prévue par la loi. Le Parlement avait adopté la Loi portant modification de la Loi sur les brevets le 16 juin 1998, qui renfermait des dispositions correspondant aux articles 27 et 34 de l'Accord sur les ADPIC. En vertu du paragraphe 2 de l'article 11 de la Loi sur les brevets, l'Estonie reconnaissait le droit de priorité découlant d'une demande de brevet antérieure déposée dans les 12 mois précédents dans tout autre Membre de l'OMC ou partie à la Convention de Paris. Un projet de loi sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés avait été établi et serait présenté au Parlement pendant le second semestre de 1998.

116. S'agissant du droit d'auteur et des droits connexes, le représentant de l'Estonie a dit que son pays appliquait le principe du traitement national à la protection des œuvres. La Loi sur le droit d'auteur protégeait aussi les œuvres provenant de pays où les traités internationaux n'étaient pas applicables, à condition que ces pays garantissent une protection semblable aux œuvres des auteurs estoniens ou aux œuvres publiées pour la première fois en Estonie. Le représentant de l'Estonie a ajouté qu'une loi sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés devait être élaborée et promulguée en 1998. Les conditions régissant l'utilisation et la décompilation gratuites des programmes d'ordinateur étaient énoncées au chapitre IV, articles 24 et 25, de la Loi sur le droit d'auteur. Cette loi ne prévoyait pas la concession de licences obligatoires pour les œuvres et les enregistrements sonores pouvant être protégés par le droit d'auteur. Les articles 38 et 74 prévoyaient la pleine rétroactivité de la protection. L'article 75 stipulait les restrictions aux droits voisins du droit d'auteur. La perception d'une redevance pour l'utilisation d'œuvres audiovisuelles et d'enregistrements sonores avait débuté en janvier 1996.

117. Au sujet des marques de fabrique ou de commerce, le représentant de l'Estonie a dit que les signes pouvant être enregistrés en tant que marques de fabrique ou de commerce étaient énumérés à l'article 6 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Cette loi protégeait les marques notoirement connues, qu'elles soient ou non enregistrées en République d'Estonie. L'article 5 de la loi énonçait les droits conférés au titulaire d'une marque (et les exceptions à ces droits). L'enregistrement valait notification du droit exclusif du titulaire, et la concession de licences ou la cession de marques n'étaient soumises à aucune restriction. L'enregistrement du contrat de licence ou de l'acte de cession n'était pas obligatoire, mais c'était une condition de leur validité. L'enregistrement d'une marque n'était pas subordonné à son usage. Les demandes d'enregistrement étaient déposées auprès de l'Office des brevets. En cas de rejet de la demande (en vertu des articles 7 et 8), le déposant pouvait intenter un recours devant la Commission de recours, dont la décision pouvait aussi être contestée devant un tribunal. Le gouvernement avait l'intention d'élaborer une nouvelle loi sur les marques de fabrique ou de commerce en 1999.

118. Le représentant de l'Estonie a dit que la Loi sur la protection des dessins et modèles industriels était entrée en vigueur en janvier 1998. Les aspects législatifs de la protection des indications d'origine géographiques seraient définis dans la nouvelle loi sur les marques de fabrique ou de commerce qui serait rédigée avant la fin de 1999. Pour le moment, les indications géographiques étaient protégées indirectement par la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et la Loi sur la concurrence. Comme le Traité de Washington sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés était en cours de révision à l'OMPI en ce qui concerne les circuits intégrés, la Loi

sur les schémas de configuration de circuits intégrés ne serait pas rédigée tant que cette révision ne serait pas acquise. La protection du secret des affaires n'était pas garantie par une loi distincte, mais elle relevait de l'article 148 du Code pénal. Les renseignements non divulgués étaient protégés par les dispositions concernant la violation des secrets commerciaux de la Loi sur la concurrence. Les informations communiquées aux organismes publics étaient protégées par la Loi sur la fonction publique. La deuxième partie de la Loi sur la concurrence, qui traitait de la concurrence déloyale, était conforme à la Convention de Paris et à l'article 40 de l'Accord sur les ADPIC. La Loi douanière constituait le fondement juridique de l'interdiction des importations de produits de contrefaçon. En vertu de l'article 38 de la Loi douanière, les fonctionnaires des douanes examinaient les marchandises afin de vérifier que leur nature, leur origine, leur état, leur quantité et leur valeur correspondaient aux renseignements fournis dans la déclaration en douane. Des poursuites pouvaient être engagées si la documentation était falsifiée ou incomplète. Les modifications apportées au Code pénal et au Code des infractions administratives pour y inclure des dispositions relatives à la protection juridique de la propriété industrielle avaient été approuvées par le Parlement en 1996.

119. Un membre a demandé que l'Estonie adhère à la Convention de Genève pour la protection des producteurs de phonogrammes, notant que l'article 18 de l'Accord sur les ADPIC prescrivait le rétablissement de la protection des œuvres couvertes par le droit d'auteur. L'Accord exigeait aussi la protection des dessins ou modèles industriels, des schémas de configuration de circuits intégrés et des obtentions végétales. À propos des brevets, ce membre a demandé confirmation que, pour statuer sur l'octroi d'une licence obligatoire, les tribunaux suivraient les procédures énoncées à l'article 8, paragraphe 6, de l'accord bilatéral que son pays avait conclu avec l'Estonie.

120. Le représentant de l'Estonie a répondu que son pays se préparait à accéder à la Convention de Genève de 1971, à la Convention de Rome de 1961 et à l'Union internationale pour la protection des variétés végétales (UPOV). Le Parlement avait adopté la Loi sur la protection des dessins et modèles industriels en novembre 1997 et il examinerait la Loi sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés pendant le second semestre de 1998.

121. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays appliquerait intégralement toutes les dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce à compter de la date de son accession à l'OMC, sans avoir recours à une période de transition. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES

122. Afin d'accélérer le processus d'accession à l'Accord sur l'OMC, le représentant de l'Estonie a présenté un projet de liste d'engagements spécifiques concernant les services (document WT/L/59) et un projet de liste révisée d'engagements spécifiques concernant le commerce des services (document WT/ACC/EST/6). Certaines activités de service étaient soumises à licences; les licences requises et les organismes réglementaires correspondants sont indiqués dans le tableau 7. La liste des engagements spécifiques de l'Estonie concernant les services figure en annexe au présent rapport. Comme l'indiquent les conclusions du présent rapport, le Groupe de travail a pris note des engagements de l'Estonie concernant les services. [On reviendra sur ce paragraphe en temps opportun.]

123. Des membres du Groupe de travail ont formulé des observations sur le projet de liste d'engagements concernant le commerce des services qui avait été présenté par l'Estonie. À leur avis, l'offre initiale n'était pas suffisante car l'Estonie n'avait offert aucune consolidation pour plusieurs modes de fourniture et, d'après les renseignements qu'elle avait donnés dans la documentation, le régime des services était libéral. Des questions ont été posées en particulier sur les points suivants: conditions d'entrée ou restrictions à l'entrée sur le territoire estonien de personnel étranger, notamment pour les juristes, les architectes et les experts-comptables, et commerce transfrontières de ces services; conditions d'accès au marché, commerce transfrontières, effet du programme de stabilisation économique et législation récente concernant les services financiers; octroi de licences aux sociétés opérant dans le secteur des télécommunications et dans celui des transports aériens; restrictions à l'investissement étranger; ouverture de bureaux commerciaux; et traitement des services dans les accords commerciaux préférentiels.

124. Le représentant de l'Estonie a présenté une liste révisée contenant de nouveaux engagements concernant le commerce des services. Il a expliqué que les secteurs de services mentionnés dans le premier projet de liste d'engagements ne faisaient pas l'objet de consolidations car aucune réglementation particulière ne s'appliquait aux fournisseurs étrangers de services spécifiques. L'entrée temporaire d'étrangers sur le territoire estonien était soumise à la réglementation concernant les visas, mais pour travailler en Estonie, les étrangers devaient avoir un permis de séjour et un permis de travail. Le contingent d'immigration annuel était de 0,1 pour cent de la population estonienne. Les juristes, architectes et experts-comptables étrangers pouvaient travailler comme consultants dans des entreprises estoniennes et il n'existait aucun obstacle juridique à l'acquisition de ces services à

l'étranger. Le représentant de l'Estonie a ajouté qu'aucune restriction n'était appliquée dans le secteur des services financiers ni n'était envisagée pour un proche avenir. L'Estonie confirmait que les fournisseurs étrangers de services financiers bénéficiaient d'un traitement aussi favorable que les fournisseurs nationaux, hormis les prescriptions particulières concernant les compagnies d'assurance étrangères, qui étaient indiquées dans le projet de liste d'engagements spécifiques (document WT/L/59). Les sociétés qui souhaitaient établir un bureau commercial ou une succursale de banque en Estonie devaient présenter une demande à cet effet à la Banque d'Estonie. Plusieurs modifications avaient été apportées récemment à la législation concernant le secteur financier, notamment de nouveaux règlements concernant les normes prudentielles avaient été établis et une Loi sur les établissements de crédit avait été adoptée; cette loi élargissait la gamme des instruments de contrôle bancaire et contenait des dispositions concernant le blanchiment d'argent. Quoique encore embryonnaire en Estonie, le marché des valeurs mobilières se développait rapidement. Le marché de l'assurance avait été stimulé, quant à lui, par l'instauration de l'assurance automobile obligatoire.

125. Le représentant de l'Estonie a ajouté que, pour opérer dans le secteur des télécommunications, une société étrangère devait obtenir une licence d'investissement étranger et devait être enregistrée en Estonie en tant que personne morale. La concession attribuée à la compagnie "Eesti Telefon" (Société estonienne des téléphones) lui conférait un monopole jusqu'en 2003. La Loi sur la radio et la télédiffusion (article 22) limitait à moins de 50 pour cent du capital la participation étrangère dans les sociétés de ce secteur ainsi que dans la propriété des émetteurs.

126. Dans le secteur des transports, seules les sociétés enregistrées en Estonie pouvaient obtenir une licence pour le transport des marchandises et des passagers. Les transbordeurs, par exemple, devaient appartenir à des ressortissants estoniens ou à des sociétés ayant leur siège en Estonie et être contrôlés à au moins 51 pour cent par des intérêts nationaux. La compagnie de transports maritimes "Estline" avait le monopole, pour encore trois ans, du transport des voyageurs entre l'Estonie et la Suède. Dans le secteur des transports aériens les licences étaient délivrées à des personnes résidant en permanence en Estonie ou à des personnes morales dont le capital était détenu à au moins 51 pour cent par des résidents ou des nationaux. Les compagnies aériennes qui opéraient actuellement en Estonie étaient Estonian Air et plusieurs compagnies étrangères.

127. Le représentant de l'Estonie a dit que son pays n'interdisait pas aux fournisseurs de services étrangers d'établir des bureaux commerciaux dans n'importe quel secteur et qu'aucun secteur ou activité de service n'était entièrement fermé aux sociétés étrangères. Les prescriptions en matière de licences, telles que la licence d'investissement étranger et la licence d'activité relevaient de l'article VI

de l'AGCS (Réglementation intérieure) et n'étaient donc pas indiquées dans la liste de l'Estonie qui serait annexée à l'AGCS. Dans les secteurs où l'Estonie contracterait des engagements spécifiques, elle n'appliquerait pas de normes techniques ni de prescriptions en matière de licences ou de qualifications qui annuleraient ou compromettraient ces engagements spécifiques d'une manière qui ne serait pas conforme aux critères indiqués au paragraphe 4 de l'article VI de l'AGCS où à laquelle on n'aurait raisonnablement pas pu s'attendre de la part de l'Estonie au moment où les engagements auraient été pris. Pour ce qui était des engagements de l'Estonie concernant les services professionnels, l'Estonie prévoirait des procédures adéquates pour vérifier la compétence des professionnels de tout autre Membre.

128. Il a ajouté que les accords de libre-échange conclus par l'Estonie portaient principalement sur les marchandises; l'Estonie n'avait accordé à aucun pays un statut préférentiel pour le commerce des services.

[À compléter]

TRANSPARENCE

Publication de renseignements concernant le commerce

129. Le représentant de l'Estonie a indiqué que l'article 2 de la Loi sur le Journal officiel "*Riigi Teataja*" donnait la liste de 14 différents types de textes législatifs ou réglementaires qui devaient être publiés dans le Journal officiel "*Riigi Teataja*", notamment i) les lois, décisions et déclarations du Parlement; ii) les décisions et règlements présidentiels; iii) les décisions et arrêtés gouvernementaux; iv) les règlements ministériels; v) le rapport annuel et le règlement général de la Banque centrale. La publication dans les moindres délais des textes législatifs et réglementaires assurait le plus haut degré de transparence.

130. Le représentant de l'Estonie a dit qu'au plus tard à compter de la date de l'accession de son pays à l'OMC toutes les lois et tous les autres textes législatifs concernant le commerce seraient publiés au Journal officiel "*Riigi Teataja*" dans les moindres délais et qu'aucune loi, réglementation, etc. concernant le commerce international n'entrerait en vigueur avant d'avoir été publiée. Il a ajouté que son pays appliquerait intégralement l'article X du GATT de 1994 et les autres prescriptions en

matière de transparence prévues par les dispositions des Accords de l'OMC relatives à la notification et à la publication.

Notification

131. Le représentant de l'Estonie a dit qu'au plus tard à l'entrée en vigueur du Protocole d'accession, l'Estonie présenterait toutes les notifications (autres que celles qui devaient être faites sur une base *ad hoc*) prescrites par les accords faisant partie de l'Accord sur l'OMC. Le gouvernement estonien donnerait notification du Fonds pour l'innovation au plus tard lors de l'entrée en vigueur du Protocole d'accession de l'Estonie. Tout règlement d'application des lois adoptées pour mettre en œuvre un accord faisant partie de l'Accord sur l'OMC qui pourrait être promulgué ultérieurement serait également conforme aux prescriptions dudit accord. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

ACCORDS COMMERCIAUX

132. Des membres du Groupe de travail ont demandé des renseignements sur les accords préférentiels que l'Estonie avait conclus avec l'Union européenne, avec les pays membres de l'AELE et avec la Lettonie et la Lituanie. Ils ont aussi demandé si l'Estonie envisageait de conclure de nouveaux accords de ce genre, notamment un éventuel accord instituant une union douanière balte, et si elle avait maintenu des accords de compensation avec d'anciens membres du CAEM. Des membres se sont interrogés en outre sur la compatibilité des accords de libre-échange conclus par l'Estonie avec les dispositions de l'article XXIV du GATT de 1994, en particulier celle qui stipulait que les accords de libre-échange devaient couvrir l'essentiel des échanges commerciaux entre les parties aux accords. Un membre a demandé des renseignements sur la portée des accords préférentiels conclus par l'Estonie, en particulier dans les secteurs où toutes les mesures et impositions relatives au commerce n'avaient pas encore été éliminées.

133. Le représentant de l'Estonie a répondu que son pays avait conclu des accords commerciaux préférentiels avec l'AELE, l'Union européenne, la Lettonie et la Lituanie, la République tchèque, la République slovaque, la Pologne, la Slovaquie, la Turquie, l'Ukraine [et la Hongrie]. Pendant la période allant de janvier à mars 1996, environ 73 pour cent des échanges extérieurs avaient été effectués dans le cadre d'accords commerciaux préférentiels. L'Accord de libre-échange avec l'Union européenne, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1995, s'appliquait également aux nouveaux membres, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Il avait été notifié à l'OMC dans le document WT/REG8/N/1 et

était actuellement examiné conformément à la pratique normale. Le document WT/REG8/1 contenait le texte de l'Accord et le document WT/REG8/2 le mandat. L'Accord de libre-échange avec les pays de l'AELE avait été notifié à l'OMC dans le document WT/REG28/N/1; étaient également pertinents les documents WT/REG28/1 (l'Accord), WT/REG28/2 (le modèle de présentation type) et WT/REG28/3 (le mandat). L'Accord de libre-échange avec la Slovénie avait été notifié à l'OMC dans le document WT/REG37/N/1. Le représentant de l'Estonie a indiqué que son pays n'avait aucun accord de commerce de compensation avec des pays d'Europe centrale et orientale. Les accords de libre-échange prévoyaient généralement l'importation et l'exportation en franchise des produits industriels (chapitres 25 à 97 du SH), tandis que les produits agricoles faisaient l'objet d'accords ou de protocoles distincts. Les exportations de produits agricoles de l'Estonie étaient soumises à certaines restrictions quantitatives et qualitatives.

134. Le représentant de l'Estonie a indiqué que l'Accord de libre-échange de 1994 entre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ne visait pas les chapitres 1 à 24 du SH mais qu'un accord sur les échanges de produits agricoles était entré en vigueur le 1^{er} janvier 1997. Les deux accords se complétaient et, pris ensemble, ils constituaient un accord de libre-échange au sens de l'article XXIV du GATT de 1994. Il a rappelé que l'Accord de libre-échange avec l'Union européenne avait laissé à l'Estonie la latitude de réglementer jusqu'à la fin de 1997 ses importations de produits agricoles au moyen de droits de douane. Il a confirmé que, si l'Estonie devait à l'avenir appliquer des droits d'importation, le traitement préférentiel ne serait accordé que dans le cadre d'accords de libre-échange, comme prévu à l'article XXIV du GATT de 1994.

135. Le représentant de l'Estonie a dit que son gouvernement respecterait les règles de l'OMC, y compris l'article XXIV du GATT de 1994 et l'article V de l'AGCS, dans ses accords commerciaux et ferait en sorte que les dispositions de ces accords régissant la notification, la consultation et d'autres prescriptions concernant les systèmes commerciaux préférentiels, les zones de libre-échange et les unions douanières dont l'Estonie était membre soient appliquées dès la date de son accession, [pour autant que ces dispositions n'aient pas déjà été appliquées par l'une des autres parties concernées.] Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Conclusions

136. Le Groupe de travail a pris note des explications et déclarations de l'Estonie concernant son régime de commerce extérieur, telles qu'elles figurent dans le présent rapport. Il a pris acte des engagements de l'Estonie sur certains points précis, qui sont énoncés aux paragraphes [15], [21], [25],

30, [34], [44], [57], [63], [69], 75, [77], 80, 82, 85, 93, 94, [98], [102], 104, 111, 121, 131 et [135] du présent rapport. Il a noté que ces engagements avaient été incorporés dans le paragraphe 2 du Protocole d'accession de l'Estonie à l'OMC.

137. Après avoir examiné le régime de commerce extérieur de l'Estonie et compte tenu des explications, engagements et concessions présentés par le représentant de l'Estonie, le Groupe de travail a conclu que l'Estonie devrait être invitée à accéder à l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, conformément aux dispositions de l'article XII. Il a établi à cette fin le projet de Décision et le projet de Protocole d'accession reproduits dans l'Appendice du présent rapport, et prend note de la Liste d'engagements spécifiques de l'Estonie concernant les services (document ...) et de sa Liste de concessions et d'engagements concernant les marchandises (document ...), qui sont annexées au Protocole. Il est proposé que le Conseil général approuve ces textes lorsqu'il adoptera le rapport. Lorsque la Décision aura été adoptée, le Protocole d'accession sera ouvert à l'acceptation de l'Estonie, qui deviendra Membre 30 jours après l'avoir accepté. Le Groupe de travail est donc convenu qu'il avait achevé ses travaux concernant les négociations en vue de l'accession de l'Estonie à l'Accord de Marrakech instituant l'OMC.

[À COMPLÉTER]

ANNEXE

Tableau 2: Prix de l'électricité (depuis le 18 novembre 1997)

Consommateurs ayant une capacité de 400 kW pour une sous-station ou unité de système de mesure (groupe I)

Description de la catégorie	Unité (1 EEK = 100 senti)	IA	IB	IC
		Voltage au point de raccordement		
		110kV ou plus	6 à 35 kV	moins de 6kV
Charge de capacité	EEK/kW par mois	53,00	58,00	64,00
Prix de base de l'énergie active	senti/kWh	29,6	38,9	49,8
Tarif de jour (7 heures-23 heures)	senti/kWh	32,6	42,8	54,8
Tarif de nuit	senti/kWh	20,4	26,8	32,4
Tarif de jour (7 heures-12 heures)	senti/kWh	33,0	43,9	56,3
Tarif de jour (7 heures-23 heures)	senti/kWh	31,4	41,7	53,3
Tarif de nuit	senti/kWh	20,4	26,8	32,4
Consommation d'énergie réactive	senti/kvarh	3,8	4,6	6,0
Envoi sur le réseau	senti/kvarh	7,6	8,1	8,1

Consommateurs ayant une capacité inférieure à 400 kW pour une sous-station ou unité de système de mesure (groupe II)

Description de la catégorie	Unité (1EEK = 100 senti)	Voltage au point de raccordement		
		moins de 6kV		6 à 35kV
		Variante A	Variante B	II C
Charge de consommation pour consommateur monophasé	EEK/A par mois	2,80	-	-
Charge de consommation pour consommateur triphasé	EEK/A par mois	8,40	-	-
Prix de base de l'énergie active	senti/kWh	61,0	74,6	53,2
Tarif de jour (7 heures-23 heures)	senti/kWh	66,9	82,2	58,5
Tarif de nuit	senti/kWh	36,4	44,9	36,7
Tarif de jour (7 heures-12 heures)	senti/kWh	68,7	-	-
Tarif de jour (12 heures-23 heures)	senti/kWh	65,1	-	-
Tarif de nuit	senti/kWh	36,4	-	-
Consommation d'énergie réactive	senti/kvarh	6,0	6,0	4,6
Envoi sur le réseau	senti/kvarh	8,1	8,1	8,1

Revendeurs (groupe III)

Description de la catégorie	Unité (1EEK = 100 senti)	
Prix de base de l'énergie active	senti/kWh	C
Tarif de jour (7 heures-23 heures)	senti/kWh	1,06C
Tarif de nuit	senti/kWh	0,62C
Consommation d'énergie réactive	senti/kvarh	4,6
Envoi sur le réseau	senti/kvarh	7,7

Ménages (groupe IV)

Description de la catégorie	Unité (1EEK = 100 senti)	Sans TVA	TVA incluse
Prix de base de l'énergie active	senti/kWh	55,1	65,0
Tarif de jour (7 heures-23 heures)	senti/kWh	55,1	65,0
Tarif de nuit	senti/kWh	33,1	39,0

Consommateurs sans mesurage (groupe V)

Description de la catégorie	Unité (1EEK = 100 senti)	
Charge de consommation pour consommateur monophasé	EEK/A par mois	77,40
Charge de consommation pour consommateur triphasé	EEK/A par mois	232,20

Consommateurs de nuit et régulateur de consommation de 100 kW ou plus (groupe VI)

Description de la catégorie	Unité (1EEK = 100 senti)	Voltage au point de raccordement	
		6 kV ou plus	moins de 6 kV
Charge de consommation	EEK/A par mois	3,00	3,50
Consommation de nuit d'énergie active	senti/kWh	24,0	28,5
Consommation d'énergie réactive	senti/kvarh	4,6	6,0
Envoi sur le réseau	senti/kvarh	8,1	8,1

Tableau 3: Prix de l'huile de schiste (depuis le 1^{er} mai 1997)

	Qualité	MJ/kg	Prix pour les clients pour lesquels l'écart par rapport à la consommation mensuelle moyenne est inférieur à $\pm 15\%$ EEK/t	Prix pour les clients sans contrat ou pour lesquels l'écart par rapport à la consommation mensuelle moyenne est supérieur à $\pm 15\%$ EEK/t
1	PK	plus de 11,51	71,63	127,27
2	1PK	plus de 10,97	70,73	125,70
3	2PK	10,26-10,97	69,75	123,95
4	3PK	9,59-10,25	68,86	122,39
5	4PK	8,54-9,58	67,89	120,29
6	P	plus de 9,21	66,92	118,96
7	1P	plus de 8,79	66,04	117,38
8	2P	7,79-8,79	65,13	115,79
9	3P	7,29-7,78	64,16	114,09
10	4P	6,28-7,28	63,26	112,50
11	5P	6,07-6,27	62,31	110,78

Tableau 7: Activités soumises à licences en Estonie

Activité		Organisme délivrant la licence
1.	Gestion des transports aériens et maritimes (à l'exclusion des petits navires privés) et des transports internationaux par autocars et chemins de fer (à l'exclusion des transports par rail à l'intérieur d'une même entreprise)	Ministère des transports et des communications
2.	Activités d'ordre géologique, extraction des ressources naturelles	Ministère des affaires économiques
3.	Production et commerce des objets contenant des métaux précieux ou des pierres précieuses	Ministère des finances
4.	Production, détention et commerce d'armes, de leurs parties, de munitions et de matériel pyrotechnique; réparation des armes	Ministère de l'intérieur
5.	Production et commerce de stupéfiants et de substances hautement toxiques, radioactives ou vénééuses, à usage médical. Culture de végétaux contenant des stupéfiants ou des substances hautement toxiques ou vénééuses. Achat et possession de stupéfiants ou de substances hautement toxiques, radioactives ou vénééuses, à usage médical	Ministère des affaires sociales
6.	Traitements médicaux de toute nature	Ministère des affaires sociales
7.	Production et commerce de médicaments	Ministère des affaires sociales
8.	Importation, exportation, production et vente en gros de tabac, de produits du tabac et d'alcool; commerce de détail des alcools	Ministère des affaires économiques; municipalités
9.	Impression des billets de banque et frappe de la monnaie	Banque d'Estonie
10.	Impression des titres	Ministère des finances
11.	Impression des timbres-poste	Ministère des transports et des communications
12.	Construction et gestion de réseaux de communications publics de toute nature	Ministère des transports et des communications
13.	Administration d'établissements d'enseignement supérieur ou général, spécialisé ou professionnel; délivrance de diplômes reconnus au plan national	Ministère de l'éducation
14.	Gestion de sociétés de gardiennage, installation de systèmes de sécurité, de garde et de signalisation	Ministère de l'intérieur
15.	Ouverture et gestion d'agences de détectives privés	Ministère de l'intérieur
16.	Étalonnage des instruments de mesure	Ministère des affaires économiques

Activité		Organisme délivrant la licence
17.	Production et commerce de micro-organismes, de végétaux et d'animaux, obtenus par génie génétique	Ministère de l'agriculture
18.	Assurances	Ministère des finances
19.	Établissement de plans, expertise et inspection des bâtiments; activités contractuelles liées à la construction	Ministère de l'environnement; Ministère de l'agriculture
20.	Activités de géodésie et cartographie	Ministère de l'environnement
21.	Contrôle écologique	Ministère des transports et des communications
22.	Gestion des substances nuisibles pour l'environnement	Ministère des transports et des communications
23.	Transmission ou diffusion d'émissions au moyen des réseaux de radio et de télévision	Ministère de la culture
24.	Gestion de casinos (établissements de jeu)	Ministère des finances
25.	Reproduction des emblèmes d'État de la République d'Estonie ou de leurs parties	Chancellerie d'État
26.	Gestion de bureaux de change	Ministère des finances
27.	Tourisme	Ministère des affaires économiques
28.	Agences maritimes et organisation de transports maritimes	Ministère des transports
29.	Loteries	Ministère des transports et des communications
30.	Expertise, vente et achat de biens fonciers	Ministère de l'agriculture
31.	Activités boursières	Ministère des finances
32.	Activités et pratique vétérinaires	Ministère de l'agriculture
33.	Stockage temporaire des marchandises, procédures d'entreposage en douane	Ministère des finances
34.	Importation, réexportation, commerce de gros et de détail et stockage de carburants, combustibles et lubrifiants	Ministère des affaires économiques
35.	Production et réparation d'armes, production de munitions, et technologie de la défense nationale	Ministère de la défense
36.	Expérimentation sur des animaux	Ministère de l'agriculture
37.	Gestion du commerce d'importation, d'exportation et autre, entretien, réparation et démontage de véhicules automobiles et remorques	Ministère des affaires économiques

Activité		Organisme délivrant la licence
38.	Contrôle des matériels de protection individuelle, délivrance de certificats de qualité, contrôle des machines et matériels	Office national de l'inspection du travail
39.	Aide logopédique	Ministère des affaires sociales
40.	Conservation, restauration et élaboration de projets de réparation d'objets culturels (objets présentant une valeur archéologique, architecturale, technologique ou historique et objets d'art) et exécution des activités correspondantes	Ministère de la culture
41.	Classification et évaluation des marchandises pour la douane	Ministère des finances
42.	Courtage commercial des débris et déchets métalliques	Ministère des affaires économiques

APPENDICE

ACCESSION DE L'ESTONIE

Projet de Décision

Le Conseil général,

Eu égard aux résultats des négociations menées en vue de définir les modalités d'accession de la République d'Estonie à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, et ayant établi un Protocole d'accession de l'Estonie,

Décide, conformément à l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, que la République d'Estonie pourra accéder à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce selon les modalités énoncées dans ledit protocole.

PROJET DE PROTOCOLE D'ACCESSION DE L'ESTONIE
À L'ACCORD DE MARRAKECH INSTITUANT
L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

L'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée "l'OMC"), eu égard à l'approbation du Conseil général de l'OMC donnée en vertu de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé "l'Accord sur l'OMC") et la République d'Estonie (ci-après dénommée "l'Estonie"),

Prenant note du rapport du Groupe de travail de l'accession de l'Estonie à l'OMC qui figure dans le document WT/ACC/EST/... (ci-après dénommé "le rapport du Groupe de travail"),

Eu égard aux résultats des négociations sur l'accession de l'Estonie à l'OMC,

Convienent de ce qui suit:

Partie I - Dispositions générales

1. À compter de la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur, l'Estonie accédera à l'Accord sur l'OMC conformément à l'article XII dudit accord et deviendra ainsi Membre de l'OMC.
2. L'Accord sur l'OMC auquel l'Estonie accédera sera l'Accord sur l'OMC tel qu'il aura été rectifié, amendé ou autrement modifié par des instruments juridiques qui seront entrés en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Le présent protocole, qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe [136] du rapport du Groupe de travail, fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.
3. Sauf dispositions contraires des paragraphes mentionnés au paragraphe [136] du rapport du Groupe de travail, les obligations découlant des Accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Accord sur l'OMC qui doivent être mises en œuvre au cours d'une période commençant au moment de l'entrée en vigueur dudit accord seront mises en œuvre par l'Estonie comme si elle avait accepté cet accord à la date de son entrée en vigueur.

4. L'Estonie peut maintenir une mesure incompatible avec le paragraphe 1 de l'article II de l'AGCS pour autant que cette mesure soit inscrite sur la liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II, qui est annexée au présent protocole, et qu'elle satisfasse aux conditions qui sont indiquées dans l'Annexe de l'AGCS sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II.

Partie II - Listes

5. Les listes annexées au présent protocole deviendront la Liste de concessions et d'engagements annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "GATT de 1994") et la Liste d'engagements spécifiques annexée à l'Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé l'"AGCS") de l'Estonie. Les concessions et les engagements inscrits sur les Listes seront mis en œuvre par étapes ainsi qu'il est spécifié dans les parties pertinentes des Listes.

6. Dans le cas de la référence à la date du GATT de 1994 que contient le paragraphe 6 a) de l'article II dudit accord, la date applicable en ce qui concerne les Listes de concessions et d'engagements annexées au présent protocole sera la date d'entrée en vigueur du présent protocole.

Partie III - Dispositions finales

7. Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation de l'Estonie, par voie de signature ou autrement, jusqu'au ...

8. Le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui où il aura été accepté.

9. Le présent protocole sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC. Le Directeur général de l'OMC remettra dans les moindres délais à chaque Membre de l'OMC et à l'Estonie une copie certifiée conforme du présent protocole et une notification d'acceptation dudit protocole par l'Estonie conformément au paragraphe 7.

10. Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à Genève, le ... (jour, mois) mil neuf cent quatre-vingt-dix-... , en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi, si ce n'est qu'une liste ci-annexée peut préciser ne faire foi que dans une seule ou plusieurs de ces langues.

ANNEXE

LISTE CXLII - ESTONIE

Partie I - Marchandises

[À compléter]

Partie II - Services

[À compléter]
